GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du qual de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements.

Sommaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — PROJET DE LOI SUR LA PRESSE DANS LES COLONIES. JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crimin.). — Chambres d'accusation; droit d'évocation. — Demande en séparation de corps; poursuite criminelle d'adultère; lésion de l'honneur. — Article 311 du Code pénal; coups et blessures; question de volonté. — Cour d'appel de Paris (ch. correct.). — Un démocrate socialiste; escroquerie; Guide du vrai républicain; Un Démocrate dans un antichambre de l'enfer. — Cour d'assises de la Seine: Affaire Libri; détournement de livres, de manuscrits et d'autographes dans des bibliothèques et des dépôts publics; condamnation par contumace. — Délit de presse; la Feuille du Village. — 1^{er} Conseil de guerre de Paris: Vol des fonds de la solde; tentative de suicide. TRIBUNAUX ÉTRANGERS. — Cour suprême de Berne: Accusation de supposition de part.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Encore une séance consacrée tout entière aux propositions émanées de l'initiative parlementaire, propositions de droite, propositions de gauche, propositions de toute espèce et de toute couleur. De ces propositions, les unes ont été repoussées, les autres ont été prises en considération; un petit nombre a été retiré ou ajourné. Il va sans dire que nous ne nous occuperons pas de cette dernière catégorie; nous passerons aussi rapidement que possible sur les deux autres. Toutefois, force nous sera bien d'insister exceptionnellement sur une proposition qui nous a valu un des discours les plus fantasques et les plus curieux dont ait jamais retenti la tribune de l'Assemblée. Cette proposition avait pour auteur M. Pierre Leroux. Le père de l'école humanitaire demandait qu'avant de passer à la discussion des lois proposées par le ministère sur la presse périodique, et en général sur l'imprimerie et la librairie, l'Assemblée nationale s'enquît, par un débat approfondi, des idées et des doctrines contre lesquelles ces lois paraissent dirigées. Considérée en elle-même, cette proposition n'avait pas l'ombre d'une utilité réelle; car, ainsi que l'a fait remarquer le rapporteur, M. Pidoux, qui a cru devoir répondre à M. Pierre-Leroux, il est bien évident que, dans toutes les discussions générales des lois présentées par le Gouvernement, le devoir de l'Assemblée est toujours de chercher à se rendre compte de la pensée qui a présidé à leur rédaction, et ce devoir devient plus impérieux encore, quand il s'agit de projets de lois ayant une haute importance politique, comme, par exemple, la loi sur la presse périodique.

Mais M. Pierre Leroux tenait fort peu à ce que sa proposition parût utile; ce qu'il voulait avant tout, c'était que l'occasion lui fût donnée d'exposer une bonne fois ses élucubrations mystico-philosophiques sur l'humanité en général, et sur le socialisme en particulier. Et, de fait, l'heure était des plus favorables; l'Assemblée était dans un de ses jours de désœuvrement; elle a donc laissé parler M. Pierre Leroux; elle l'a même complaisamment écouté. Aussi, M. Pierre Leroux, qui n'avait jamais trouvé les esprits si bien disposés, a-t-il montré encore plus de verve et plus d'originalité que de coutume; il a vraiment jeté, s'il est permis de le dire, son bonnet de docteur socialiste par dessus les moulins. Savez-vous quels sont, suivant M. Pierre Leroux, les intentions de la majorité actuelle? C'est de faire de l'inquisition contre les idées, de condamner toutes les évolutions nouvelles de la pensée humaine, sans les connaître, sans vouloir les examiner, d'en venir au rétablissement du Tribunal du saint-office, d'introniser, en un mot, un épouvantable despotisme spirituel. Et ce qu'il y a de plus monstrueux, c'est que c'est sans aucun droit que la majorité prétend se saisir du pouvoir spirituel, car elle n'a pas de criterium. Au moins quand François I^{er} élevait des bûchers, il avait ses évêques; quand Louis XIV ordonnait les dragonnades, il avait son pape, Bossuet. Alors l'autorité avait deux têtes, le temporel et le spirituel; elle avait sa théologie. Mais aujourd'hui où est la théologie de la majorité? où est la théologie de M. Baroche? Il n'en a pas; où est la théologie de M. Léon Faucher? Il n'en a pas non plus. Où est la théologie de M. le général d'Hautpoul et de tant d'autres qui ont en ce moment leur part d'action sur les événements qui agitent notre société française? M. Pierre Leroux ne rencontre nulle part, en ce bas monde, de théologiens. Il n'y a qu'un homme qui aurait eu quelque chance d'être théologien à ses yeux, un théologien de la pire espèce, par exemple, c'est M. de Montalembert. Mais M. de Montalembert a commis la plus grosse des erreurs; il s'est complètement trompé sur une grande sainte, la reine Elisabeth de Hongrie; il n'a pas vu que le socialisme, le communisme, toutes ces vertus exagérées, faisaient le fond du caractère de sainte Elisabeth. Et s'il n'a pas vu cela, comment M. de Montalembert pourrait-il se déclarer théologien pour condamner le socialisme?

Pour M. Pierre Leroux, il n'y a au monde qu'un seul théologien, c'est M. Pierre Leroux lui-même. M. Pierre Leroux est le successeur direct, l'héritier légitime de Copernic, de Newton, de Kepler, de Saint-Simon et de Fourier, de tous les pères du socialisme. Or qu'est-ce que le socialisme, selon M. Pierre Leroux? Pour être cour, M. Pierre Leroux n'a donné que trois définitions du socialisme; on peut donner trois définitions de toute

chose: ainsi le vent la loi de la triade, qui fut formulée pour la première fois par Moïse. Il y a donc le socialisme scientifique, qui n'est que la généralisation de la loi d'attraction découverte par Newton; il y a le socialisme de sentiment, qui se traduit par le principe de la solidarité humaine; il y a enfin le socialisme pratique, qui se résume ainsi: « Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration intellectuelle, morale et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » M. Pierre Leroux a annoncé que la première de ces trois définitions était pour les savants de l'Assemblée, la seconde pour les poètes et les artistes, la troisième pour les praticiens et les hommes d'Etat. On voit que l'orateur n'avait oublié personne; ainsi qu'il le disait lui-même, chacun a été servi selon son goût.

A un théologien comme M. Pierre Leroux, il aurait fallu un concile. M. Pierre Leroux, qui avait commencé par dénier à l'Assemblée le pouvoir spirituel, a fini par lui conseiller de s'en saisir; il l'a engagée à se transformer en concile pour le juger après l'avoir entendu. Il lui a dit qu'il avait donné le même avis à la Constituante, et que c'était pour ne l'avoir pas suivi qu'elle s'était perdue. L'Assemblée n'a pas cru que, pour juger M. Pierre Leroux, il fût besoin de s'ériger en concile ou en conclave; mais elle n'en a pas moins apprécié à leur juste valeur ces incroyables divagations, au fond desquelles se cachait la négation absolue du principe d'autorité, et par suite, l'application du système d'un écrivain avec lequel M. Pierre Leroux n'a cependant pas toujours été en communion d'idées: M. Proudhon, inventeur du système politique de l'anarchie. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que la proposition de M. Pierre Leroux a été rejetée.

L'Assemblée a mieux accueilli une proposition par laquelle un membre de l'extrême gauche, M. Chouvy, demandait que les juges de paix ne pussent être nommés membres des conseils généraux de département pour les cantons où ils exercent leurs fonctions. Le rapporteur, M. Lequien, faisait pourtant observer que cette question appartenait de droit à la discussion de la loi sur l'organisation départementale, cantonale et communale, et qu'il aurait imprudence et dommage à engager incidemment, avant la présentation de cette loi, quelques uns des principes qui n'y doivent être posés, afin de ne pas se contrarier, qu'à un point de vue général et d'ensemble. Malgré ces observations, la proposition a été prise en considération et renvoyée à l'examen du Conseil d'Etat.

L'Assemblée a refusé, après un débat auquel ont pris part MM. de Grammont, Chégaray, Wolowski et le ministre de l'agriculture et du commerce, de prendre en considération une proposition de M. le général de Grammont, relative à l'établissement d'une banque foncière de France. Elle a aussi repoussé, par des motifs d'opportunité faciles à concevoir, une proposition de M. Scholcher, tendant à appliquer aux colonies la loi organique de l'enseignement.

Cinq autres propositions ont été prises en considération: 1^o une proposition de M. Chapot, relative aux droits d'exportation des soies indigènes; 2^o une proposition de MM. Heurtier et Riché, relative aux conventions entre les maîtres et les domestiques; 3^o une proposition de M. de Lagrange (Gironde), concernant la police du commerce des vins; 4^o une proposition de MM. Scholcher, Jouanne et Perrinon, ayant pour but la promulgation du Code de commerce à la Martinique, et la promulgation à la Guadeloupe de la loi de 1838 sur les faillites et banqueroutes; 5^o enfin une proposition de MM. Péccoul et Bissette, relative aux mariages contractés par des personnes non libres dans les colonies françaises, antérieurement au décret portant abolition de l'esclavage.

La séance a été terminée par l'examen d'une proposition de M. Charamaule, relative à l'organisation du crédit agricole. Quand il s'est agi de passer au vote, l'Assemblée n'était plus en nombre. Sur les réclamations de plusieurs membres, il a été alors décidé qu'un scrutin public aurait lieu à la tribune en forme d'appel nominal, et le dépouillement de ce scrutin a constaté la présence de 366 membres seulement. Le vote a dû, en conséquence, être annulé pour être recommencé lundi.

Nous nous bornerons à mentionner les interpellations que M. Chavoix avait adressées, à l'ouverture de la séance, au ministre des finances, à l'occasion d'un refus de communications de pièces relatives à la discussion du budget. M. Chavoix demandait que tous les représentants individuellement fussent admis à prendre connaissance des documents administratifs. M. Achille Fould a répondu que les employés ne pourraient y suffire, et que, pour son compte, il ne comprenait que deux cas où les communications de pièces ne pussent pas être refusées: 1^o quand l'Assemblée ordonnait la production; 2^o quand une Commission en faisait la demande, par l'organe de son président, et qu'il n'y avait pas de danger pour l'intérêt public. L'ordre du jour a été adopté sur les interpellations de M. Chavoix.

Lundi, discussion du projet de loi relatif aux frais de représentation du président de la République.

PROJET DE LOI SUR LA PRESSE DANS LES COLONIES.

TITRE PREMIER.

Disposition générale.

Art. 1^{er}. Les lois du 11 août 1848 et du 27 juillet 1849, sur la presse, seront exécutoires dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de la Réunion et de la Guyane française, sous les modifications suivantes:

TITRE II.

Des contraventions aux lois sur la presse.

Art. 2. Le cautionnement des journaux ou écrits périodiques traitant de matières politiques, est fixé, pour les quatre colonies désignées dans l'article 1^{er}, savoir:

Pour les journaux et écrits périodiques qui ne paraissent qu'une fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés, à 3,000 fr.
Pour les journaux et écrits périodiques qui paraissent plus d'une fois par semaine, à 10,000 fr.
Ce cautionnement sera versé en numéraire.

Les délais et les formes du dépôt et du retrait des cautionnements seront réglés par décret du président de la République.

Art. 3. Les journaux et écrits périodiques publiés à l'étranger ne pourront être admis dans les colonies sans autorisation préalable du gouverneur.

Ceux qui auront introduit ou distribué sans autorisation lesdits journaux ou écrits périodiques, seront punis des mêmes peines que ceux qui les auraient publiés sans cautionnement dans les colonies.

Art. 4. Ne pourra être introduit ni distribué dans une colonie, le journal et écrit périodique ou non périodique publié dans la métropole ou dans une autre colonie, et renfermant un article qui aura été condamné ou qui aura motivé une saisie en vertu d'un mandat de justice.

Ceux qui l'auront sciemment introduit ou distribué seront punis des mêmes peines que ceux qui auraient publié sans cautionnement un journal ou écrit périodique dans les colonies.

Art. 5. Les contraventions aux dispositions du présent titre et aux lois sur la presse périodique, sur l'imprimerie, sur la librairie et sur le colportage des imprimés, seront jugées correctionnellement.

TITRE III.

De la répression des délits et crimes commis par la voie de la presse ou par toute autre voie de publication.

Art. 6. La reproduction par voie de publication, dans les colonies, des articles des journaux ou écrits périodiques et de tous autres écrits publiés dans la métropole, pourra être poursuivie et punie, en vertu de la présente loi, comme si la première publication en avait eu lieu dans la colonie.

Art. 7. La provocation au rétablissement de l'esclavage, l'excitation au mépris ou à la haine entre les anciennes classes de la population coloniale, l'excitation à la résistance contre l'autorité métropolitaine,

l'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, au représentant du gouvernement métropolitain. Seront poursuivis d'office et punis de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 francs à 4,000 francs, sans préjudice de peines plus graves pour tous autres crimes et délits prévus par les lois.

Art. 8. Les peines prononcées par la présente loi et par les lois précédentes sur la presse et autres moyens de publication, ne se confondront pas entre elles, et seront toutes intégralement subies, lorsque les crimes et délits seront postérieurs à la première poursuite.

Art. 9. Pourront être poursuivis et punis, en vertu de la présente loi, ceux qui auront publié ou distribué, dans les colonies, des journaux ou écrits périodiques ou non périodiques, imprimés dans la métropole ou à l'étranger, qui contiendront l'un des crimes ou délits prévus par l'article 7.

Art. 10. Dans le cas de poursuites commencées à la requête du ministère public contre une feuille périodique, elle pourra être suspendue jusqu'au jugement définitif, par décision du gouverneur.

Art. 11. En cas de condamnation d'un journal ou écrit périodique, le jugement qui prononcera la condamnation pourra suspendre ledit journal ou écrit périodique pour un temps qui n'excédera pas six mois ou en interdire la publication.

Art. 12. Si, nonobstant la suspension ou l'interdiction prononcée, le journal ou écrit périodique continue de paraître, cette infraction sera punie correctionnellement des mêmes peines que s'il avait paru sans cautionnement.

TITRE IV.

De la poursuite.

Art. 13. La connaissance des délits et des crimes, commis par la voie de la presse ou par toute autre voie de publication, est déférée à la Cour d'appel de chaque colonie, composée du président et des six magistrats les plus anciens.

En cas d'empêchement, le président sera remplacé par le conseiller le plus ancien; les conseillers, par leurs collègues, ou, à leur défaut, par les conseillers-auditeurs, suivant l'ordre d'ancienneté, et enfin par les juges-présidents des Tribunaux de première instance.

Art. 14. La Cour, ainsi composée, procédera dans les formes et d'après les règles assignées aux Cours d'assises des colonies, sous les modifications suivantes:

Art. 15. La poursuite, soit qu'elle ait lieu par citation directe, soit qu'elle ait été précédée d'une instruction, sera portée directement à l'audience de la Cour.

A cet effet, le président de la Cour, sur le vu de la citation ou de l'acte d'accusation, selon les cas, fixera par une ordonnance le jour de la comparution des prévenus ou des accusés, à un délai qui ne pourra être moindre de cinq jours, outre le délai des distances, à partir de la notification de l'ordonnance.

L'acte de citation ou d'accusation contiendra l'indication précise de l'écrit ou des publications incriminées, ainsi que l'articulation et la qualification des crimes ou délits qui auront donné lieu à la poursuite.

Art. 16. Après les débats terminés, la Cour délibère sur la position des questions, conformément aux articles 336, 337, 338, 339, 340 et 341 du Code d'instruction criminelle.

La Cour délibère et statue ensuite, dans la chambre du conseil, sur chacune des questions, conformément aux art. 342 et 343 du même Code.

Il est donné lecture, en séance publique, de la déclaration de la Cour sur chacune des questions posées.

Le jugement est prononcé par la Cour conformément aux art. 357 et suivants du Code d'instruction criminelle.

La déclaration de culpabilité, ainsi que tous arrêts, sont rendus à la simple majorité.

Art. 17. La juridiction correctionnelle connaîtra des délits de diffamation et d'injure, par une voie de publication quelconque, contre les particuliers, sur la plainte de la partie lésée, après instruction, ou sur citation directe au jour indiqué par ordonnance du président, sauf les cas attribués aux Tribunaux de simple police.

Art. 18. Dans les colonies où le recours en cassation est autorisé, ce recours ne sera suspensif qu'à la charge, par le condamné, de déposer au greffe, dans les dix jours de la déclaration du pourvoi, les pièces justificatives de la consignation de l'amende, et de sa mise en état ou de son admission à la liberté sous caution, quand elles sont exigées par la loi.

La suspension ou l'interdiction, appliquée en vertu de l'article 11 de la présente loi, recevra immédiatement son effet, nonobstant le recours en cassation contre le jugement qui l'aura prononcée.

TITRE V.

Dispositions diverses.

Art. 19. Sont abrogés, en tout ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, le décret du Gouvernement provisoire du 2 mai 1848, et les autres dispositions législatives promulguées dans les colonies.

Art. 20. Le décret du 2 mai 1848 cessera d'avoir ses effets dans les établissements coloniaux autres que ceux énumérés en l'art. 1^{er}; ces établissements seront de nouveau soumis à la législation qui les régissait avant ledit décret.

Les lois relatives aux écrits non périodiques et à la police de l'imprimerie, de la librairie et du colportage, pourront être rendues en tout ou en partie applicables à ces établissements, par des réglemens d'administration publique.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Audience du 13 juin.

CHAMBRES D'ACCUSATION. — DROIT D'ÉVOCATION.

Le droit d'évocation de poursuites appartient aux chambres d'accusation des Cours d'appel, en vertu des dispositions aux articles 218 et suivants du Code d'instruction criminelle. Ce droit n'est pas réservé aux Cours d'appel elles-mêmes par l'article 235 dudit Code.

Le procureur-général près la Cour de cassation expose qu'il est chargé par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, en vertu de l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, de requérir l'annulation d'un arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de la Martinique, en date du 31 mai 1848, par lequel cette chambre s'est déclarée incompétente pour évoquer, sur le réquisitoire du procureur-général, l'affaire relative aux nommés Didier, Lambert et consorts, inculpés de dévastation et de pillage dans la colonie.

La chambre des mises en accusation de la Martinique motive ainsi sa décision:

« Attendu que les attributions de la chambre d'accusation sont précisées par les art. 218 et suivants du Code d'instruction criminelle; que le droit d'évocation de poursuites ne résulte pour elle d'aucune des dispositions contenues audit Code; que l'art. 263 réserve au contraire ce droit à la Cour d'appel;

» Attendu que ce ne peut être par erreur ou légèreté de rédaction, que le nom de la Cour d'appel aurait été glissé dans l'art. 235, puisque la distinction de cette Cour avec la section dont il est parlé en l'art. 218, se trouve nettement établie par l'article suivant, qui détermine le droit spécialement conservé à la chambre d'accusation appelée, au cas prévu, à fournir un de ses membres pour remplir les fonctions de juge instructeur. »

En se fondant sur ces considérations pour se déclarer incompétente, la chambre des mises en accusation de la Martinique a méconnu les principes de la matière, la jurisprudence constante de la Cour et sa propre jurisprudence.

En effet, l'argumentation de la Cour de la Martinique ne soutient pas un examen sérieux.

L'article 235 se trouve, comme tous les articles du chapitre 1^{er}, titre II du Code d'instruction criminelle, sous la rubrique: Des mises en accusation. Or, les mises en accusation sont attribuées par les deux premiers articles du même chapitre à une section de la Cour d'appel. Une fois cette attribution réglée, dans tous les articles du même chapitre qui énoncent les divers actes d'instruction ou de juridiction émanant de cette chambre, le législateur emploie indifféremment les mots: la Cour ou les juges. Comment donc admettre que, dans un des articles de ce même chapitre, le mot Cour doive s'entendre dans un autre sens, c'est-à-dire de toute la Cour d'appel, toutes les chambres assemblées?

Comment l'admettre lorsqu'il résulte de la rédaction du même article que par ces mots, « et statuer ensuite ce qu'il appartiendra, » il s'agit de statuer sur les deux actes qui appartiennent à la chambre d'accusation, c'est-à-dire le renvoi ou la mise en accusation?

Voudrait-on argumenter de cette circonstance que l'article 235 se sert des mots Cour d'appel au lieu du mot la Cour seulement?

Mais cet argument serait repoussé par la disposition de l'article 246, où le législateur se sert des mêmes mots pour exprimer la chambre des mises en accusation.

Quant à l'induction que l'arrêt prétend tirer de l'article 236, elle nous paraît également sans aucune valeur, car, en lisant l'article avec un peu d'attention, on voit pourquoi le législateur a pris soin d'énoncer la section dont il est parlé dans l'article 218. Comme il ne s'agissait pas là de la mise en accusation, mais seulement des fonctions d'un juge instructeur, si la loi n'avait pas indiqué particulièrement la section dans laquelle ce juge devrait être pris, on aurait pu penser qu'il pouvait être choisi parmi les conseillers des autres chambres, et c'est cette erreur qu'on a voulu empêcher en déterminant positivement les membres parmi lesquels ce magistrat instructeur serait choisi. Mais, loin que cet article puisse fournir un argument à l'opinion professée par l'arrêt déposé à la Cour, il nous semble au contraire qu'il peut servir à combattre cette opinion.

En effet, si dans l'article 235 le législateur eût entendu parler de toute la Cour, pourquoi n'aurait-il pas laissé prendre le juge instructeur parmi tous les conseillers de la Cour? Il n'y avait certes aucune raison pour restreindre le choix, dans ce cas, aux membres de la chambre des mises en accusation, et, s'il l'a fait, il faut dire que c'est parce qu'avant, dans l'article 235, entend en autoriser l'évocation par la chambre des mises en accusation, c'était par voie de conséquence parmi les membres de cette chambre, qu'il voulait que le juge instructeur fût choisi, et il a édicté l'article 236 pour exprimer formellement ce vœu.

Au reste, la jurisprudence de la Cour suprême est constante sur ce point; à l'arrêt du 27 novembre 1828 (Bulletin criminel, 1828, n° 312), cité par M. le garde des sceaux, nous pouvons ajouter deux arrêts, en date du 6 février 1842 (Réquisitoires, t. II, p. 300 et suivantes) qui jugent formellement ce point, et deux arrêts du 12 février 1835 (Sirey, 35, 4, 439) qui jugent le point implicitement.

C'est, au surplus, l'interprétation qu'avait donnée à l'article 235, jusqu'à présent, la Cour d'appel de la Martinique elle-même. Dans les pièces jointes au dossier, à la date des 13 février 1831, 27 décembre 1833, 12 février 1834 et 7 septembre 1847, se trouvent quatre arrêts de la chambre des mises en accusation de cette Cour qui reconnaissent sa compétence en matière de droit d'évocation.

Remarquons, en finissant, avec M. le ministre de la justice, que la loi du 20 avril 1810 qui permet aux Cours d'appel d'ordonner des poursuites, et de statuer chambres réunies, sur des affaires criminelles, n'ayant pas été promulguée à la Martinique, le droit d'évocation se trouverait sans application, si l'arrêt n'avait pas été déposé à la Cour, puisque ce droit d'évocation n'appartenant pas à la Cour tout entière, en vertu de l'art. 235, cette Cour ne pourrait l'exercer, et que, d'un autre côté, la chambre des mises en accusation aurait pu persister dans son refus d'évocation.

Dans ces circonstances, et par ces considérations; Nous requérons pour le Gouvernement qu'il plaise à la Cour, vu la lettre de M. le garde des sceaux, du 7 août 1849, l'art. 441 du Code d'instruction criminelle, les articles 217 et suivants du même Code, casser et annuler l'arrêt de la chambre des mises en accusation d'évocation; Ordonner qu'à la diligence du procureur-général, l'arrêt

à intervenir sera imprimé et transcrit sur les registres de la Cour d'appel de la Martinique.

Fait au Parquet, le 20 décembre 1849.

Le procureur-général, Dupin.

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour, » Ouï le rapport de M. Faustin Hélie et les conclusions de M. le procureur-général Dupin ;

» Vu l'article 233 du Code d'instruction criminelle, publié dans la colonie de la Martinique, le 12 octobre 1828, et qui est ainsi conçu :

» Dans toutes les affaires, la Cour royale, tant qu'elle n'aura pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourra, seulement sur la réquisition du procureur-général, soit qu'il y ait ou non instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

» Attendu que les différentes dispositions du chapitre 1er du titre 2 du Code, où l'article 233 est placé, ont pour objet de régler les attributions de la chambre d'accusation; que l'expression de Cour, employée par cet article, ne peut s'appliquer qu'à cette Cour, puisque l'article ajoute qu'elle ne peut exercer le droit de vacation qu'autant qu'elle n'a pas encore statué sur la mise en accusation; que c'est encore dans ce sens que la même expression est employée dans les articles 226, 230, 231 et 246 du même Code; que si les Cours d'appel peuvent, toutes les chambres assemblées, exercer le même droit, c'est seulement en vertu de l'article 41 de la loi du 23 avril 1810, et que cette loi n'a pas été promulguée à la Martinique;

» En conséquence, et faisant droit au présent réquisitoire, casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de la Martinique, du 31 mai 1848, par lequel la Cour s'est déclarée incompétente pour statuer sur le réquisitoire à fin d'évacuation du procureur général;

» Ordonne que le présent arrêt sera imprimé et transcrit sur les registres de la Cour d'appel de la Martinique, en marge de l'arrêt attaqué. »

Bulletin du 22 juin.

DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — POURSUITE CRIMINELLE D'ADULTÈRE. — LITISPENDANCE.

Le mari qui a formé contre sa femme une demande en séparation de corps fondée sur l'adultère de cette dernière, est recevable à poursuivre, pendant le cours de l'instance, la répression de l'adultère devant le Tribunal correctionnel, tant contre la femme que contre le complice.

L'action correctionnelle du mari ne peut être repoussée pour cause de litispendance, ni par application de la maxime: *Electa una via, non datur recursus ad alteram*, par le motif que l'action civile tendant à séparation de biens, et l'action correctionnelle tendant à obtenir la répression du délit ainsi que des dommages-intérêts, ne tendent pas aux mêmes fins et n'ont pas le même objet.

Rejet du pourvoi contre un arrêt de la Cour de Bourges du 7 février 1850. Rapporteur, M. le conseiller Faustin-Hélie; conclusions conformes de M. l'avocat général Sévin; plaidants, M^{rs} Martin (de Strasbourg), Ledien et Frignet, avocats.

ART. 314 DU CODE PÉNAL. — COUPS ET BLESSURES. — QUESTION DE VOLONTÉ.

Est nul comme ne constatant pas l'existence des éléments nécessaires du délit, un jugement qui condamne un prévenu à une année de prison, par application de l'art. 314 du Code pénal, pour coups et blessures, sans énoncer que ces coups ont été volontairement portés.

Cassation, sur le pourvoi du nommé Lesueur, d'un jugement du Tribunal supérieur d'Evreux. Rapporteur, M. le conseiller Isambert; conclusions conformes de M. l'avocat-général Plougoulin; plaidant, M^{rs} Bossviel.

COUR D'APPEL DE PARIS (ch. correct.).

Présidence de M. Lechanteur.

Audience du 22 juin.

UN DÉMOCRATE SOCIALISTE. — ESCROQUERIE. — Guide du vrai Républicain. — Un démocrate dans une anti-chambre de l'enfer.

Augustin Mortera, qui comparait aujourd'hui devant la Cour, s'intitule assez modestement : « Serrurier, mécanicien, ingénieur, hydraulicien, membre de l'Académie de l'Industrie française, membre de plusieurs sociétés savantes de la capitale, ex-président du comité des ouvriers serruriers-mécaniciens de la ville de Lyon, auteur de plusieurs brochures dans l'intérêt de la République démocratique. » A ces titres il convient d'en ajouter deux autres qui ont bien leur valeur : Mortera a été condamné, le 21 août 1849, à deux mois de prison et 250 francs d'amende, pour excitation à la haine et au mépris du Gouvernement, et le 26 avril 1850, par la Cour d'assises de la Seine, à un an de prison et 400 francs d'amende pour tentative d'embauchage sur des militaires. En réalité, Mortera, autrefois ouvrier serrurier, a quitté sa profession modeste et s'est mis à parcourir les départements, prêchant l'idée socialiste et... Appliquant, s'il faut en croire la plainte déposée par l'un des frères qui se prétend victime d'escroqueries de la part de l'apôtre Mortera.

Quoi qu'il en soit, Mortera avait été renvoyé devant la police correctionnelle sous la prévention de s'être fait remettre différentes sommes à titre de souscriptions pour la publication de divers ouvrages qu'il aurait composés sur le socialisme, sous les titres de : *le Trésor social; le Guide du Vrai Républicain; un Démocrate dans une antichambre de l'Enfer*; ouvrages qui n'ont jamais paru.

Mortera a combattu cette plainte dans une lettre dont nous reproduisons quelques fragmens avec leur orthographe.

Après avoir expliqué à sa manière la condamnation contre lui prononcée à Evreux, il continue en ces termes :

En subissant leur jugement en victime dévoué et pendant ma captivité je me suis occupé de la rédaction d'un manuscrit traitant toutes les principales questions qui intéressent le salut de la République démocratique et de l'humanité tout entière, ce manuscrit est intitulé *les Riflexions d'un républicain démocrate dans une anti chambre de l'enfer*, qui a pour but de faire connaître les droits et les devoirs à tous citoyens de quelle opinion qu'ils appartiennent. J'ai ouvert une souscription pour subvenir aux frais de cet ouvrage. Afin de pouvoir le distribuer gratuitement aux habitants des campagnes à tous ceux que leurs moyens leur permettraient pas de pouvoir l'acheter, voilà donc pourquoi j'ai fait faire des tableaux de souscription... Je croix que cetait de mon devoir d'appeler la démocratie à contribuer à cette grande œuvre humanitaire dans le Grand intérêt de tous.

Malgré cette défense et les dépositions de quelques témoins qui ont déclaré que les sommes par eux remises à Mortera devaient être considérées plutôt comme de simples secours que de véritables souscriptions, le Tribunal correctionnel a reconnu l'existence du délit d'escroquerie, et a condamné Mortera à deux ans de prison, 50 fr. d'amende et cinq ans d'interdiction des droits civils.

Dans une lettre écrite à M. le procureur de la République, Mortera a déclaré qu'il interjetait appel de ce jugement, et, par suite de cet appel il comparait aujourd'hui devant la Cour. M^{rs} Decoux-Lapérière a présenté la défense de l'appelant.

M. l'avocat-général Mongis, tout en soutenant la déci-

sion des premiers juges, a pensé que la Cour devrait appliquer au condamné la peine de la surveillance.

Mais la Cour a confirmé purement et simplement le jugement attaqué.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Barbeau.

Audience du 22 juin.

AFFAIRE LIBRI. — DÉTOURNEMENTS DE LIVRES, DE MANUSCRITS ET D'AUTOGRAPHES DANS DES BIBLIOTHÈQUES ET DES DÉPÔTS PUBLICS. — CONDAMNATION PAR CONTUMACE.

Cette affaire, qui occupe depuis si longtemps la curiosité publique, et à qui la haute position que l'accusé a occupée dans les sciences donne un si grand intérêt, n'a pu recevoir aujourd'hui une solution contradictoire par suite de l'absence de M. Libri, aujourd'hui en Angleterre. Il a été procédé contre lui par contumace. M. le greffier Commerçon a donné lecture de l'acte d'accusation, document fort volumineux, que nous reproduisons plus tard, et dont nous donnons, aujourd'hui, une succincte analyse.

Ce document place le point de départ des poursuites dans une dénonciation anonyme, rédigée en 1846 sous les yeux du préfet de police, et adressée au procureur général, dans laquelle on signalait M. Libri comme ayant détourné en 1842, dans la bibliothèque de Carpentras, qu'il avait visitée, divers livres et manuscrits précieux, dont plusieurs avaient été ensuite gratés, envoyés en Italie pour y être reliés, habillés à l'italienne, puis ramenés en France, transportés ensuite à Londres, où l'un d'eux avait été vendu 6,000 fr.

La position de M. Libri rendait les investigations difficiles, et commandait de grands ménagemens. Les recherches commencées avaient même été suspendues, lorsque, le 13 juillet 1847, une nouvelle dénonciation fit reprendre les poursuites et dirigea l'action de la justice vers la disparition d'un manuscrit précieux enlevé de la bibliothèque de la ville de Troyes.

On reprit les faits anciens, on recueillit des faits nouveaux, et M. Boucly fit un rapport au président du conseil, rapport qui, nos lecteurs se le rappellent, a été publié après les événemens de février.

A cette époque, Libri se rendit à une séance de l'Institut, et y parut, dit M. Terrier, alors rédacteur du *National*, avec un visage rayonnant qui contrastait avec l'air abattu de ses collègues. Il lui fit passer un billet, dans lequel il lui disait, en terminant : « Croyez-moi, ne reparez pas à l'Institut. » Libri disparut, et avec lui disparurent 30,000 volumes de la bibliothèque, qui furent dispersés en divers lieux, et dont on saisit dix-huit caisses au Havre.

D'autre part, on constata que beaucoup de livres et de pièces qui avaient disparu des bibliothèques et des dépôts publics, avaient figuré dans des ventes faites par Libri ou par des intermédiaires, mais dans son intérêt. L'instruction se suivit avec vigueur, car les ménagemens n'étaient plus possibles, et voici ce qu'elle constata :

Quant à sa position personnelle, on sait, qu'en 1830, à son arrivée en France, M. Libri était à peu près sans ressources. Sa mère lui écrivait « qu'il avait raison d'économiser jusqu'à un sou. » En 1833, il était membre de l'Institut, professeur adjoint au collège de France, aux appointemens de 4,000 fr.

On a calculé les diverses sources de ses revenus, et on a constaté leur insuffisance pour expliquer les dépenses qu'il faisait, la bibliothèque immense qu'il possédait et qui a été évaluée à près de 600,000 fr.

On a trouvé chez lui des fers de relines anciens, des modèles de ces relines, des boîtes de caractères d'imprimerie; on a constaté des lavages d'écritures, des altérations, des grattages d'estampilles, et deux personnes ont été retrouvées, qui étaient employées par Libri à ces opérations de lavage et de grattage. M. Libri s'en occupait aussi; « mais, dit un témoin, il avait été obligé d'y renoncer, parce qu'il faisait des trous. » On a saisi une lettre par lui adressée à un employé de ce genre dans lequel il écrit « grattez délicatement le cachet. »

L'acte d'accusation divise les faits en trois grandes catégories, intitulées : 1° documens imprimés; 2° manuscrits; 3° autographes.

A la bibliothèque Mazarine, des documens précieux de ce genre ont disparu à des époques contemporaines des visites faites par l'accusé à cette bibliothèque, et 150 de ces documens se retrouvent à la fois et sur son catalogue et sur ceux de la bibliothèque.

Dans les bibliothèques départementales, on a fait des recherches dans sept villes que Libri a visitées; dans quatre de ces villes, on a trouvé des traces des détournemens qu'il y a commis.

A Troyes, 19 ouvrages de littérature italienne moyen-âge ont disparu. A Grenoble, 6 ouvrages italiens ont eu le même sort. A Montpellier, même résultat; là, l'accusé aurait rempli le vide fait par lui dans les rayons, par des ouvrages insignifiants mis à la place de ceux qu'il enlevait ou par la substitution de mauvaises éditions à des éditions de prix. On a trouvé chez lui une étiquette J. J. que les employés de cette bibliothèque ont reconnue comme provenant d'un rayon où des soustractions de livres ont été constatées.

A Carpentras, en 1842, à la suite des visites de Libri, on a constaté la disparition d'un manuscrit de Dante, la *Divina Comedia*, et le concierge de la Bibliothèque affirme avoir vu le manuscrit dans les mains de l'accusé.

A l'Institut de Paris, on a constaté la disparition d'un grand nombre de lettres des rois de France (collection Godfrey), notamment celles de Charles VII et de Charles VIII, d'autres de François I^{er}, et la correspondance tout entière de Henri IV avec sa femme Marguerite. On lui reproche aussi d'avoir enlevé des lettres de Ronsard, de Rigaut, du maréchal d'Ancre, d'Arnaud d'Andilly, etc., etc.

Beaucoup de ces documens ont été retrouvés dans les ventes qu'il a faites depuis et qu'il a fait faire.

La bibliothèque de l'Institut possède douze volumes de manuscrits de Léonard de Vinci, « écrits à rebours, dit l'acte d'accusation, comme tout ce qu'écrivait ce grand artiste. » Ces manuscrits étaient dans une partie de la bibliothèque et sous une clé que porte le bibliothécaire; ils ne sont communiqués que fort rarement et sur autorisation spéciale; ils ont été communiqués à M. Libri. Or, le carton A a perdu 50 feuilles; le carton B en a perdu 16, et ces feuillets sont cités par M. Libri dans son *Histoire des Sciences mathématiques*, publiée depuis leur disparition de la bibliothèque de l'Institut.

L'acte d'accusation continue ainsi, ville par ville, bibliothèque par bibliothèque, l'examen des disparitions constatées à la suite des visites de l'accusé, et la constatation de pièces détournées, ou dans ses mains, ou sur les catalogues de ses ventes. C'est ainsi que 1,738 feuillets ayant disparu de la bibliothèque de Carpentras, l'accusation en retrouve 343 dans les mains de l'accusé.

C'est ainsi encore que 173 feuillets de la correspondance de la reine Christine ont été enlevés, arrachés à un volume de la bibliothèque de Montpellier, et que l'accusation en retrouve plusieurs sur les catalogues de M.

Libri.

Nous ne voulons, quant à présent, que donner un aperçu de la marche qu'a suivie l'instruction. L'acte d'accusation est un document important que nous nous réservons de publier en entier.

Après la lecture dont il vient d'être parlé, M. l'avocat-général Sain a requis l'application des articles 254 et 255 du Code pénal, et la Cour, statuant par contumace, a condamné l'accusé Libri à dix années de réclusion.

DÉLIT DE PRESSE. — La Feuille du village.

Le sieur Basile Labbé était traduit devant le jury, en sa qualité de gérant de la *Feuille du village*, à l'occasion d'un article du 9 mai publié par ce journal et intitulé : *Petits Pamphlets champenois*, signé Pierre Beauraison, vigneron à Bar-sur-Aube.

Cet article a paru au ministère public contenir le double délit d'attaque contre la propriété et d'excitation à la haine et au mépris entre les citoyens.

Le prévenu ne s'est pas présenté; il a été condamné à deux années de prison et 4,000 fr. d'amende.

I^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Chevrillon, lieutenant-colonel du 15^e léger.

Audience du 22 juin.

VOL DES FONDS DE LA SOLDE. — TENTATIVE DE SUICIDE.

Un jeune homme de vingt-deux ans, fourrier au 3^e de ligne, est amené devant le Conseil. Sa figure est entourée d'une mentonnière de soie noire. On apprend qu'une tentative de suicide lui a fracassé la mâchoire et a lésé assez gravement la voûte du palais.

Plusieurs dames assistent à l'audience. Ce sont, dit-on, des parentes de l'accusé et des amies de sa famille.

M^{rs} de Teste, avocat du barreau d'Aix, et oncle de l'accusé, est chargé de la défense.

M. le président, à l'accusé : L'état de votre blessure ne vous empêche pas de parler. Dites au Conseil quels sont vos nom, prénoms et profession?

L'accusé, d'une voix sourde et gutturale : Gabriel-Emile Verger, âgé de vingt-deux ans et demi, étudiant avant mon entrée au service, engagé volontairement, et engagé-fourrier au 31^e de ligne au moment où je me suis éloigné du régiment.

M. le président : Vous allez entendre la lecture des pièces de la procédure suivie contre vous.

Le greffier donne lecture de ces pièces qui constatent que le sous-officier a reçu l'argent de la solde et a disparu du corps en emportant 229 fr. Du 17 février, jour de sa disparition, jusqu'au 9 mai 1850, on n'avait pas entendu parler de Verger. Le colonel du 31^e de ligne avait reçu une lettre de l'accusé qui lui annonçait la résolution par lui prise de mettre fin à ses jours, mais sans autre indication. Cette lettre fut transmise à M. le préfet de police, qui, après de minutieuses recherches, ne trouva aucune trace de suicide; mais il apprit que Emile Verger, après avoir passé plusieurs nuits dans un hôtel, avait dit partir le lendemain pour la Belgique.

Voici, au reste, la lettre qu'il écrivit à son colonel, et qui explique les véritables motifs de son suicide :

« Paris, le 18 février.

« Mon colonel, » Vos quelques paroles d'hier ont été pour moi une sentence de mort, en me disant que vous aviez écrit à mon oncle que j'étais un étourdi, abruti et un malhonnête homme; vous avez éteint en moi toute espèce de vie et d'avenir. Cet avenir reposait pour moi un peu dans vos mains et beaucoup dans la fortune de mon oncle.

« Vous voyez donc, colonel, qu'avec tout cela la vie ne serait plus qu'un triste fardeau; aussi je me dispose sans peine à la quitter bientôt. » Mais avant je dois vous dire, à vous, mon chef, de rendre compte de mes actions. J'ai emporté de l'argent qui ne m'appartenait pas; mais mon capitaine se trouve en mesure de parler à cet accident, et ma famille le rembourse.

« Quant à l'emploi, le voici : en quittant Vincennes, j'ai acheté deux pistolets au Louvre, des habits bourgeois rue Dauphine.

« Et maintenant, j'attends avec bonheur une actrice de Paris (du théâtre Montpansier), que j'aime et que je désire depuis quatre ans... Hier soir je lui ai promis un déjeuner de 100 francs, elle a promis de venir... Je suis en ce moment à l'attendre.

« J'ai lu dans M. Châteaubriand, que les sauvages après avoir condamné un blanc à mort, lui livraient une vierge et lui offraient tout ce qu'il pouvait désirer. Aussi, moi, après avoir pris de tout ce que je trouverai de meilleur dans cette vie, mes pistolets me débarrasseront de la vie, qui ne serait plus qu'une perspective de malheur.

« Je vous prie seulement, mon colonel, de ne faire aucune démarche pour savoir ce que j'ai été devenu, car après une mort aussi inlame que l'est la mienne aux yeux du monde, mon cadavre ne mérite que des insultes.

« Agréez, mon colonel, l'expression de ma vive reconnaissance. »

« EMILE VERGER, » Sergent-fourrier. »

Ce jeune insensé attendait vainement l'actrice dont il parle dans cette lettre. Il se résigna et partit pour la Belgique. Trois jours après, il exécutait son fatal projet.

Verger fut, par contumace, condamné à dix années de réclusion et à la dégradation militaire. Rendu à la raison, comme il l'a dit à l'audience, après sa tentative de suicide, il écrivit à sa famille qui lui procura les moyens de rentrer en France, et venir devant le Tribunal militaire subir l'épreuve d'un débat contradictoire.

En effet, le 8 mai, Verger revint à Paris, et le jour même il informa M. le rapporteur qu'il allait se constituer prisonnier. Le lendemain, à trois heures du matin, Verger faisait sa rentrée dans la caserne de son régiment. Après avoir constaté son identité, le colonel le fit conduire à la maison de justice pour être jugé sur l'accusation de vol des fonds de la solde portée contre lui.

M. le président, à l'accusé : Il paraît que la soustraction frauduleuse de la solde avait été préméditée par vous, car, quoique vous ne fussiez pas chargé de ce service, vous avez insisté auprès de votre capitaine pour qu'il vous chargeât d'aller toucher l'argent chez le trésorier.

L'accusé : Je ne l'avais point arrêté dans mon esprit, qui n'était occupé que d'en finir avec la vie, qui m'était à charge. Mais mon sergent-major se trouvant en permission pour vingt-quatre heures, je profitai de ce moment pour offrir mes services au capitaine; il me confia la feuille de prêt.

M. le président : Pourquoi n'avez-vous pas rempli fidèlement cette mission, et avez-vous disparu en emportant l'argent?

L'accusé : Mon colonel, c'est une passion malheureuse pour une actrice, passion qui, depuis quatre ans, fait le tourment de ma vie; cette passion me troublait l'esprit, et depuis quelque temps je m'exposais à des punitions. La veille du jour du prêt, le colonel me parla très sévèrement, et me dit qu'il avait écrit à mon oncle une lettre très défavorable sur mon compte.

M. le président : Ce ne sont pas là des raisons pour voler de l'argent?

L'accusé : Je n'ai pas eu l'intention de commettre un vol; j'ai pris cet argent pour me faciliter l'exécution du fatal projet de suicide, et j'ai envoyé au colonel une lettre de change de pareille somme sur un membre de ma famille, auquel je faisais connaître cette mauvaise fin de

ma vie. Avec cet argent, j'ai acheté des pistolets et des habits bourgeois pour aller consommer mon suicide en pays étranger. Je ne voulais pas que mon cadavre fût rapporté à ma mère. Je suis parti avec cette malheureuse idée fixe, et, le 22 février, au matin, j'arrivais à Bruxelles. J'ai lutté en vain contre cette pensée de destruction qui me dominait et à laquelle se rattachait un sentiment d'amour....

M. le président, interrompant : Votre lettre au colonel du 31^e de ligne en dit assez à ce sujet.

L'accusé : Le 24 février, je succombai... Je pris l'un des pistolets, et plaçant l'arme sous le menton, je lâchai la détente... La balle s'arrêta... Je fus porté à l'hôpital.

C'est pour mettre mon projet à exécution que je me suis servi de l'argent de la compagnie. J'étais persuadé que je ne faisais de tort à personne, ma famille devant payer ma lettre de change, et ce qu'elle a fait en réalité.

M^{rs} Teste : Le fait est justifié par les pièces.

L'accusé : Oui, colonel, ce que j'ai souffert, ce que je souffre encore, le deuil de ma famille entière m'ont rendu la raison. C'est une grande faute que j'ai commise en voulant disposer de la vie que Dieu m'a donnée. Un éternel regret me suivra dans ma carrière. Les traces matérielles de mon attentat seront toujours là pour me rappeler cette fatale action.

M. le président : Vous êtes resté à Paris plusieurs jours après l'enlèvement des fonds?

L'accusé : J'y ai passé quatre jours. C'est pendant ce temps-là que je me suis procuré des habits bourgeois; j'ai acheté les pistolets place du Louvre. J'avais 150 fr. qui me restaient pour un autre emploi... Ils m'ont servi pour frais de voyage en Belgique.

M. Cornillot, capitaine : Le 17 février, le sergent-fourrier Verger devait remplacer au rapport le sergent-major; je lui dis qu'en l'absence de celui-ci j'enverrais l'adjudant sous-officier chercher la solde; mais Verger insista si vivement pour y aller, qu'en présence de tout ce zèle et de ce bon vouloir, j'y consentis. Trompé par son insistance, et sachant qu'il était d'une bonne famille, ayant de la fortune, je ne pouvais supposer qu'il voulait abuser de ma confiance. C'était de sa part une ruse calculée. Depuis quelque temps, il était insouciant, négligent.

M. le président : Vous avez été remboursé de la somme volée?

Le témoin : La famille s'est empressée de me désintéresser intégralement.

Le sergent-major et les autres témoins déposent sur les faits de l'accusation, que Verger, d'ailleurs, ne conteste pas.

M^{rs} Delatre, commissaire du Gouvernement, soutient l'accusation. Plus, dit-il, l'intelligence de l'accusé est développée, plus il se rend coupable en violant les lois. La tentative de suicide est une lâcheté que le dévergondage de l'imagination lui a inspirée. Il veut, dit-il encore, se préparer à la mort par toutes les jouissances de la vie matérielle. Pour satisfaire à ce détestable penchant, il ne trouve rien de mieux que d'enlever l'argent de la solde de sa compagnie.

M^{rs} Teste, avocat du barreau d'Aix, oncle de l'accusé, s'attache à démontrer que sans prétendre que l'accusé est atteint d'aliénation mentale, il trouve dans la cause une aberration d'esprit qui exclut toute intention criminelle.

Le Conseil, après une longue délibération, a déclaré l'accusé coupable de vol des fonds de la solde, et faisant application de la loi du 15 juillet 1829, modifiée par l'article 463 du Code pénal, a condamné Verger à la peine d'une année d'emprisonnement.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS

COUR SUPRÊME DE BERNE (Suisse).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Audience criminelle du 17 juin.

ACCUSATION DE SUPPOSITION DE PART.

L'issue de cette affaire, dont l'instruction remonte à l'année 1847, fixait à un très haut degré l'attention publique; il s'agissait d'un crime rare dans ce pays, et dont les annales de la Cour actuelle ne renferment aucun exemple.

Les accusés sont au nombre de quatre, savoir : 1^o Marie, née Scheurer, veuve de Chrétien Egli, âgée de 40 ans, cabaretière, demeurant à Schupfen, district d'Arberg;

2^o Joseph Haas, marchand de poterie ambulante, âgé de 32 ans, marié, père de deux enfans, domicilié à Selzach, canton de Soleure;

3^o Jeanne, née Mathys, femme de Jacob Hauser, de Schupfen, âgée de 43 ans, mère de quatre enfans, exerçant l'état de sage-femme;

4^o Jean Schaller, de Diesbach, district de Buren, marchand de bestiaux, célibataire, âgé de 38 ans.

L'accusée principale, Marie, née Scheurer, était veuve avec deux enfans, lorsqu'en novembre 1835, elle se remaria avec Chrétien Egli, cabaretier à Schupfen.

Par acte du 20 juin 1840, la mère de Chrétien Egli, qui était veuve avec six enfans, fit cession à celui-ci, pour le prix de 14,250 fr. de Suisse, d'un domaine avec la réserve expresse que, pour le cas où le cessionnaire mourrait sans enfans avant la cédante, celle-ci aurait la faculté de reprendre au même prix la propriété cédée.

Chrétien Egli est décédé le 24 février 1847, sans laisser d'enfans, en sorte que sa mère était en droit de faire usage de la réserve ci-dessus mentionnée, stipulée en sa faveur au contrat de 1840. Cependant, au cours de l'état de 1847, le bruit avait couru que la veuve de Chrétien Egli qui, depuis dix-sept ans n'avait plus eu d'enfans, se faisait passer pour être enceinte.

Toutefois, sans que cette femme eût positivement déclaré se trouver grosse, et sans avoir appelé personne à son accouchement, il arriva que, le 19 août 1847, son gendre Rodolphe Weibel, fit inscrire chez le pasteur de l'endroit, pour être baptisé, un enfant du sexe féminin, comme mis au monde par sa belle-mère le 15 du même mois. Cet enfant fut effectivement inscrit comme enfant légitime posthume de Chrétien Egli, et baptisé le 20 août du nom de Marie.

Le 23 août, les parens de Chrétien Egli défunt dénonçaient les faits ci-dessus au préfet d'Arberg, en disant que l'opinion générale était qu'il y avait eu ici supposition de part, et qu'une visite de la veuve Egli, faite par des médecins, démontrerait probablement que cette femme n'avait point enfanté à une époque récente.

La fraude, au sujet de laquelle on élevait d'aussi fortes soupçons, aurait eu pour mobile la cupidité. D'après une expertise, la valeur du domaine qui aurait fait l'objet du contrat du 20 juin 1840, dépassait de plus de 10,500 fr. de Suisse le prix de cette cession, et voilà surtout pourquoi il importait, disait-on, à la veuve Egli, d'avoir un enfant de son dernier mari, afin de ne pas se voir enlever les avantages édictés en son contrat.

Le préfet d'Arberg se borna pour le moment à interroger la sage-femme Hauser, qui devait avoir été chez la veuve Egli à l'époque de ses couches, et, d'après les dé-

positions de cette femme, ce magistrat ne jugea pas encore à propos de donner suite à la plainte.

Quelques jours après, le préfet eut avis de la disparition presque mystérieuse de la femme du deuxième accusé Haas, laquelle, vers l'époque du prétendu accouchement de la veuve Egli, se trouvait dans un état de grossesse fort avancé. Cette circonstance, fortifiée par des indices de relations qui auraient eu lieu entre la veuve Egli et les conjoints Haas, engagea le magistrat à reprendre l'affaire, et à la suite d'un supplément d'enquête, il ordonna, le 1^{er} septembre 1847, la visite personnelle de la veuve Egli par des experts. Mais, dès le matin du même jour, cette femme s'était absentée de son domicile, de même que la sage-femme Hauser, sans que l'on sût où elles étaient allées.

Le 24 septembre 1847, on parvint à faire interroger Joseph Haas, deuxième accusé, par le juge de Soleure, auquel il déclara que, par l'intermédiaire de Jean Schaller, il lui avait été fait la proposition d'abandonner l'enfant dont sa femme était enceinte à la veuve Egli pour l'élever; que là-dessus sa femme s'était rendue chez la femme Egli vers la mi-août, qu'elle y avait fait ses couches et laissé son enfant.

L'instruction de la procédure éprouva de nouveaux retards par suite de la disparition de ce Joseph Haas.

Plus tard, le préfet d'Arberg reçut une missive qui lui était adressée par le consul des Etats-Unis de l'Amérique Nord à Bâle, M. Goudie, et renfermant le procès-verbal d'une déclaration faite en son hôtel, et reçue par lui à la date du 6 novembre 1847, par Haas et sa femme, immédiatement avant leur départ de Bâle pour l'Amérique. Dans cet acte, Haas disait que, pour tranquilliser sa conscience, il déclarait avoir menti dans ses dépositions faites chez le juge de Soleure le 24 septembre précédent, et auxquelles il avait été engagé par des promesses. Car, dit-il, par suite de sa dernière grossesse, sa femme n'avait mis au monde qu'un avorton. La femme Haas confirmait au même procès-verbal la déclaration de son mari.

Vers la fin de novembre 1847, la veuve Egli était revenue à son domicile, et à peu près à la même époque, la sage-femme Hauser rentra au sien. La première était porteur d'un certificat qui lui avait été délivré sous la date du 19 octobre 1847, par le docteur Voegtlin, de Soleure. Ce médecin y déclarait avoir, le 9 octobre précédent, visité la femme Egli, et après avoir décrit les symptômes découverts, il dit que l'on ne peut déterminer si, depuis plusieurs semaines, un accouchement a eu lieu, sans que non plus on puisse contester directement ce fait.

Les interrogatoires que l'on a fait subir à ces deux accusés, ont fourni les résultats suivants :

La veuve Egli a soutenu avoir été grosse des œuvres de son mari d'ont depuis le mois de février 1847, et être accouchée le 13 août; que plusieurs fois auparavant, elle avait déjà eu des grosesses qui s'étaient terminées par des fausses couches; qu'au moment de son dernier accouchement, il n'y avait personne pour l'aider, par la raison que l'on n'avait pas d'abord rencontré la sage-femme qu'elle avait fait mander; que celle-ci étant cependant arrivée peu de temps après, avait délié le cordon ombilical et lavé l'enfant. Cette femme Egli a soutenu aussi ne pas même connaître la famille Haas. Cette dénégation est d'autant plus à remarquer que d'une foule de témoignages, il résulte, qu'à différents endroits, la veuve Egli s'est mise en relations, soit directement, soit par l'intermédiaire, avec la famille Haas.

Comme motif de son absence, elle allègue que par-là, elle a voulu se soustraire à la visite qui avait été ordonnée et dont elle avait eu vent. Elle ajoute que, d'après l'avis d'un avocat et d'un médecin, dont elle a eu soin de se faire donner une consultation par écrit sur ce point, elle pensait n'être pas tenue de se soumettre à une pareille visite, attendu qu'il existe une déclaration suffisante à ce sujet de la part de la sage-femme Hauser.

La sage-femme Hauser a dit qu'au cours de l'été de 1847, la veuve Egli lui avait occasionnellement fait des révélations concernant sa grossesse; que, le 15 août, de retour d'une course, elle apprit que la femme Egli l'avait fait appeler; que s'étant de suite rendue auprès d'elle, elle l'avait trouvée au lit et à son côté un nouveau-né du sexe féminin, encore tenu par le cordon ombilical, qu'elle avait délié et ensuite lavé l'enfant; que le lendemain, elle avait aussi elle-même lavé le linge de la veuve Egli.

Cette sage femme, aujourd'hui accusée, déclare que des phénomènes observés à cette occasion, elle avait dû conclure que la veuve Egli était effectivement accouchée de cet enfant. Elle ajoute que toutefois n'ayant pas visité plus exactement cette femme, elle ne peut pas dire avoir observé d'autres phénomènes qui d'ailleurs se rencontrent toujours chez une accouchée. Si, elle aussi, a quitté momentanément son domicile, c'est parce que, dit-elle, elle aurait été maltraitée par son mari.

C'est dans cet état que la procédure fut soumise une première fois au Tribunal du district d'Arberg, qui, par son jugement du 4 mai 1848, avait, faute de preuves suffisantes, prononcé l'acquiescement des deux accusés d'ailleurs, les femmes Egli et Hauser.

L'affaire se trouvait en révision à la Cour suprême, alors qu'en juin 1848, outre quelques nouveaux indices recueillis par la partie civile, le retour inattendu de Joseph Haas, de l'Amérique, engagea la Cour à ordonner des compléments à cette procédure.

Prévoyant sans doute la nouvelle tournure que le retour de Haas pourrait donner à cette affaire, la femme Egli, par une lettre datée du 15 juin 1848, avisait l'autorité qu'un individu se disant être Joseph Haas s'était adressé à elle, d'abord par un intermédiaire et ensuite en personne, pour en obtenir de l'argent, la menaçant de confirmer ses premières déclarations faites au juge de Soleure, et d'autres malheurs encore, si elle ne le satisfaisait pas.

Haas était effectivement de retour depuis la mi-mai 1848, et le 27 juin il était livré au juge d'Arberg par les autorités soleuroises. Il a dit être revenu en partie pour s'assurer de ce qu'il était advenu de son enfant qui lui donnait de l'inquiétude; qu'il avait craint que l'on ne fût de mauvaises choses à son sujet.

Dans ses nouveaux interrogatoires, l'accusé Haas reconnaît d'abord avoir été depuis son retour chez la veuve Egli pour réclamer son enfant qu'elle lui a dénié, mais non point pour lui demander de l'argent.

Il résulterait, d'ailleurs, des déclarations, que c'était Schaller qui le premier lui avait fait des propositions relatives à l'enfant à naître de sa femme; qu'il l'avait ensuite mis en rapport direct avec la veuve Egli, chez laquelle il s'était rendu accompagné de sa femme; qu'il avait été convenu que la femme Haas resterait chez la veuve Egli, qu'elle y ferait ses couches, et que quand l'enfant serait là, on le ferait savoir au mari pour qu'il pût le faire baptiser; qu'une dizaine de jours plus tard, étant revenue auprès de son mari, elle lui avait appris qu'elle avait mis au monde une fille, et que quand il avait été Egli avait dit que cela n'était nullement nécessaire; qu'elle connaissait leurs noms, lieu d'origine et toutes les indications voulues; qu'elle voulait donner elle-même ses soins au baptême de cet enfant, et leur en épargner la

peine et les frais.

Haas prétend que c'est Schaller qui l'aurait engagé à émigrer en Amérique, à quoi il s'était d'abord refusé.

Il dit que deux jours après qu'il eut été interrogé par le juge de Soleure, Schaller vint le trouver et lui fit des reproches d'avoir dit la vérité; qu'il insista de nouveau auprès de lui pour qu'il se décidât à partir pour l'Amérique, en lui faisant des promesses séduisantes; que plus tard la veuve Egli elle-même, pour le faciliter, lui fit l'offre de lui acheter son petit mobilier, et de lui fournir l'argent nécessaire; ce qui eut effectivement lieu.

Qu'étant à Bâle, Schaller et un parent de la femme Egli l'accompagnèrent chez le consul américain, sous prétexte de traiter de son passage en Amérique, et d'en régler le prix.

Que là on lui avait fait signer, ainsi qu'à sa femme, la rétractation du 6 novembre dont il a été parlé et qui était préparée; qu'il savait bien vaguement de quoi il s'agissait dans cette pièce; mais qu'il avait été engagé à la signer parce que Schaller et son compagnon lui avaient représenté qu'il en prendrait bien à l'enfant, et que, quant à lui, puisqu'il partait pour l'Amérique, cela ne pourrait pas lui nuire.

Haas dit encore que ces mêmes personnes lui avaient aussi fait la recommandation d'écrire de l'Amérique au préfet d'Arberg que l'enfant en question n'était pas le sien; mais qu'il n'en avait rien fait.

A la demande pour quoi avant son départ pour l'Amérique, sachant que la veuve Egli faisait passer cet enfant comme étant à elle, il n'avait pas averti l'autorité, et pourquoi, par son silence, il s'était ainsi rendu complice de la fraude? Haas a répondu: « Parce que l'on m'a inspiré la peur en me disant entre autres que, si je ne parlais pas, je courrais risque d'être atteint de la peine des travaux forcés; c'est Schaller et la femme Hauser qui me parlaient dans ce sens.

Quant à Schaller, il oppose des dénégations à toutes les allégations qui sont de nature à l'incriminer dans cette affaire.

L'instruction de cette volumineuse procédure touchait à son terme lorsque la police intercepta une lettre datée de New-York, le 25 septembre 1848, adressée par la femme Haas à la veuve Egli, dans laquelle, en lui exposant sa triste position, elle la prie de ne pas confier de l'argent à son mari, mais de le lui faire parvenir directement. Elle finit par lui dire qu'elle reviendra en Europe si sa lettre demeurait sans effet, et la charge d'un salut pour la petite.

Il y a quelques mois que la procédure était revenue en cet état à la Cour suprême, lorsque cette autorité demanda au Gouvernement que l'on fit revenir d'Amérique la femme Haas pour être interrogée et confrontée avec la veuve Egli, ou que tout au moins elle fût interrogée par l'autorité du lieu de son domicile actuel sur diverses circonstances du procès.

Il paraît que, bien qu'on lui eût offert les moyens de revenir en Europe, la femme Haas ne s'en est point souciée. Elle demeure maintenant avec une sœur et son beau-frère, nommé Xavier Spathi, vannier, à North-Orange, dans la nouvelle Jersey.

Le consul suisse à New-York, en transmettant au conseil fédéral le procès-verbal d'audition de cette femme fait remarquer que, d'après les usages judiciaires des Etats-Unis, l'audition de la femme Haas, de la part des autorités, n'a pas été accordée. Cet interrogatoire a donc été fait par un M. John Stemler, avocat et conseiller près la Cour suprême de New-York, en présence du consul suisse, M. Louis-Philippe de Luze, du beau-frère de la femme Haas, d'un M. Auguste Guerber de Berne et de Louis Silberad, avocat.

Dans cet interrogatoire, la femme Haas déclare avoir été enceinte en 1847, et être accouchée au milieu du mois d'août, à Schupfen, d'une fille, dans la maison et en présence de la veuve Egli, et que c'est la sage-femme de l'endroit qui l'a aidée lors de l'accouchement.

Après avoir, en général, confirmé au surplus les dires de son mari sur leurs rapports avec la veuve Egli, la femme Egli dit qu'il était entendu que toujours ils pourraient réclamer l'enfant.

Elle dit encore n'avoir rien reçu de la veuve Egli, et ignorer si son mari a reçu quelque chose. Depuis longtemps elle n'a pas eu de nouvelles de celui-ci, et elle ignore où il est et ce qu'il fait; elle demande avec instance des nouvelles certaines de son mari et de son enfant.

La raison pour laquelle, selon elle, ils ont quitté la Suisse, c'est pour chercher à améliorer leur position.

Le procès-verbal d'audition de la femme Haas, daté du 21 février 1850, a été communiqué le 3 mai d'ici aux accusées femmes Egli et Hauser. Cette dernière persiste dans ses premières déclarations, et prétend n'avoir jamais vu la femme Haas. La femme Egli a également maintenu ses précédentes déclarations. Elle ne comprend pas, a-t-elle dit, que l'on puisse ajouter plus de foi aux allégations d'une pareille canaille qu'à ses assertions.

Les conclusions du procureur-général tenaient à faire déclarer les accusées coupables et à les condamner en quatre années de réclusion.

Le défenseur de la veuve Egli a commencé par dire que ce qui démontrait la difficulté de découvrir la vérité dans les causes de cette espèce, c'est que le sage roi Salomon lui-même n'avait pu s'en tirer qu'au moyen d'un appel à la tendresse maternelle. Il avoue que, s'il paraissait devant un jury, il aurait beaucoup moins à compter sur l'acquiescement de sa cliente. Il s'attache ensuite à démontrer que le mobile qu'on a cherché à assigner à l'acte imputé à la femme Egli n'existe pas, puisqu'il résulterait de pièces par lui produites que l'intéressé péunière qu'on veut y trouver pour elle était nul. Il n'existe, dit-il, à la procédure que des indices, mais aucune preuve directe; car comment ajouter foi aux dires des époux Haas, surtout quand l'on voit que, d'un autre côté, des personnes, qui auraient intérêt même à ce que la femme Egli n'eût pas cet enfant, déposent cependant dans le sens de celle-ci. Des comlices, d'ailleurs, ne peuvent valoir comme témoins. Que l'on prenne aussi en considération le sort de l'enfant en question: il faudrait des preuves bien convaincantes pour fonder un arrêt qui aurait pour effet de l'arracher, lui, dans tous les cas fort innocent, d'une famille que seule il connaît, qui a toutes ses affections; d'une famille aisée et qui a les moyens de lui donner une bonne éducation, pour le livrer à un prétendu père qui n'a jamais vu, auquel il ne tient par aucun lien, qui n'a aucune ressource, et qui ne lui offre que la triste perspective de courir nu-pieds derrière la charrette d'un marchand d'éveilles.

La Cour a délibéré pendant plus de deux heures sur cette affaire; la presque totalité des juges ont exprimé la conviction qu'ils avaient de la culpabilité de la veuve Egli; mais il existe dans une loi du 30 novembre 1842, sur la preuve en matière criminelle, une disposition expresse qui exige, à côté de la conviction, l'existence de moyens de preuve légaux.

Ensuite l'article 18 de cette loi porte: « Des indices seuls ne peuvent jamais servir de fondement à une condamnation. »

Et l'article 19: « Si cependant le fait incriminé se trouve établi d'une manière indubitable par des moyens de

preuves directs seuls, ou combinés avec des indices concordants, les indices seuls suffiront aussi bien pour convaincre l'accusé qui dénie que pour déterminer l'espèce de culpabilité. »

Or, disait-on, avec les nombreux indices, il n'existe aucun moyen de preuve directe tendant à établir le fait incriminé. Celui qui eût mieux valu que tout autre, qui, à lui seul eût suffi, a malheureusement été négligé dès l'origine: c'était la visite faite à temps de la femme Egli, d'où l'on aurait acquis la preuve certaine, si réellement elle n'avait pas enfanté à l'époque indiquée. D'un autre côté, on pensait que l'existence de l'enfant, son inscription aux registres de l'état civil, et les graves indices révélés par la procédure établissaient suffisamment le fait incriminé.

Enfin, cinq membres de la Cour ont voté pour admettre le fait incriminé comme constant, mais les cinq autres membres ayant voté dans le sens opposé, cette dernière opinion, comme la plus favorable, devait, aux termes de la loi, prévaloir dans ce partage. Dès-lors, le fondement de l'accusation tombait, et les accusés ont en conséquence dû être libérés de l'accusation. Comme néanmoins les circonstances avaient justifié l'instruction d'une procédure, on a, en application d'une disposition de loi spéciale, condamné la veuve Egli à deux tiers des frais de la procédure, et ses coaccusés à l'autre tiers.

Ces frais sont assez considérables, car la procédure forme un dossier de passé 900 pages, et les seuls frais du procès-verbal d'audition de la femme Haas, sont de plus de 2^o 0 fl.

Dans la discussion engagée à l'Assemblée nationale sur la proposition de M. de Grammont, relative aux mauvais traitements exercés sur les animaux, on a dit qu'une semblable loi existait en Angleterre. La législation du canton de Berne a aussi prévu et puni les délits de ce genre.

Voici le texte de la loi à cet égard :

LOI POUR LA RÉPRESSION DES MAUVAIS TRAITEMENS EXERCÉS SUR LES ANIMAUX.

Le grand-conseil de la République de Berne, Vu la nécessité de dispositions de police destinées à punir les mauvais traitements exercés sur les animaux;

Sur le rapport du département de l'intérieur et après délibération du conseil-exécutif, Décrète ce qui suit :

Article 1^{er}. Quiconque aura causé du scandale en maltraitant des animaux d'une manière brutale, ou en les tourmentant méchamment, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra excéder vingt jours, et d'une amende de 2 à 40 fr. Il sera facultatif au juge de n'appliquer que l'amende.

En cas de récidive, la peine pourra être doublée.

Art. 2. Seront considérés comme de tels mauvais traitements :

1^o L'action de tuer un animal d'une manière inusitée et en même temps plus douloureuse qu'il n'est nécessaire;

2^o La privation de la nourriture et des soins nécessaires à l'existence d'un animal;

3^o Tout traitement cruel d'un animal en lui faisant faire des efforts contre sa nature ou au dessus de ses forces;

4^o L'action de causer de la douleur ou des tourmens à un animal pour arriver à un but illicite, ou par suite d'acte, même dans un but permis, si elle a lieu sans nécessité.

Art. 3. Dans l'application des peines, on prendra pour base la gravité du scandale donné et des tourmens infligés à l'animal, ainsi que le degré de perversité morale ou de méchanceté qui aura dirigé l'auteur de l'action.

Art. 4. Les amendes appartiendront au fonds des pauvres de la commune où le délit aura été commis.

Donné à Berne le 2 décembre 1844 au nom du grand-conseil.

Le vice-président, Signé: Ed. BLOESCH.

Le chancelier, Signé: HUNERWALD.

CHRONIQUE

PARIS, 22 JUIN.

Une jeune élégante de la rue de la Chaussée-d'Antin, M^{lle} Brogniard, plus généralement connue sous le nom de M^{lle} Albertine, avait à répondre aujourd'hui, devant la 5^e chambre du Tribunal civil de la Seine, à une demande en paiement d'un mémoire de 614 fr., formée contre elle par M. Estachon, sellier-ébénier.

Et pourtant ce n'est pas que M^{lle} Albertine ait sa voiture et ses chevaux. L'incertitude de l'avenir l'a privée d'un luxe dont elle a joui dans un temps meilleur. La révolution de février, en même temps qu'elle brisait tant d'existences, a réduit M^{lle} Albertine au simple local de 500 fr. par mois. Aussi comprend-on à merveille que, rendue difficile par les souvenirs d'un luxe évanoui, elle ait trouvé l'enharnachement des chevaux de son loueur de voitures par trop vulgaire, et qu'elle ait eu la pensée de commander à M. Estachon, son sellier d'autrefois, un harnais qui lui fit honneur. M^{lle} Albertine lui recommanda surtout de la garnir de couronnes. Couronnes de baronne, de marquise ou de comtesse, peu lui importait, pourvu qu'elles fussent d'un charmant modèle. M. Estachon fit mieux que tout cela, il orna le harnais de M^{lle} Albertine de couronnes de duchesse en plaqué d'argent.

Aussi lorsqu'il le lui livra, M^{lle} Albertine le trouva tellement de son goût, qu'au lieu de le faire mettre tout simplement à l'écurie, elle le fit transporter à travers ses appartements jusqu'au fond de son boudoir où, ne pouvant se rassasier de le voir, elle voulut qu'il fût déposé.

A quelque temps de là, M. Estachon présenta son mémoire, qui s'élevait à près de six cents francs. Mais bien qu'il fût alors deux heures de relevés, deux heures de l'après-midi bien entendu, on lui répondit que Mademoiselle n'avait pas encore sonné, qu'elle reposait, et on le pria de repasser. Le sellier repassa, mais Mademoiselle était entre les mains de son coiffeur, qu'elle ne pouvait quitter. Il repassa de nouveau, Mademoiselle était au bain. M. Estachon ne se lassa point pourtant; il revint à la charge, mais on lui répondit en dernier lieu que Mademoiselle était en compagnie, dans son boudoir, et que, moins que jamais, il était possible de la déranger.

Fatigué de tant d'ajournemens, M. Estachon se décida à ajourner à son tour devant le Tribunal civil de la Seine sa demande, et faute par celle-ci d'obtempérer aux réquisitions de l'exploit, il obtint contre elle un jugement par défaut.

Mais M^{lle} Albertine a formé opposition à ce jugement, et c'est dans ces termes que l'affaire se présentait aujourd'hui devant le Tribunal.

Ce n'est, du reste, que sous l'égide de conclusions maternelles que M^{lle} Albertine comparait à la barre, car elle est mineure et c'est là son principal moyen de défense. Ce harnais d'ailleurs, bien qu'elle avoue s'en être servie, elle ne l'a point acheté; et qu'en avait-elle besoin, puisqu'elle n'a plus sa voiture! Ce harnais, c'est Clément Dusautoy, son cocher ordinaire, l'ami de Sophie, sa bonne, qui l'a commandé, qui en a fait l'acquisition et qui le possède encore. Clément Dusautoy avait 2,000 fr. qu'il tenait du Monsieur d'une dame qu'avait servi Sophie, laquelle la sert aujourd'hui, et c'est pour employer utilement cette somme qu'il l'a achetée. Aussi M^{lle} Albertine a-t-elle assigné le susdit Clément pour le cas peu

probable où une condamnation serait prononcée contre elle. Comment, en effet, le moyen tiré de sa minorité pourrait-il être inefficace?

Mais le Tribunal n'a pas adopté ce système, et, après avoir entendu M^{re} Blondel et Desfossez, avocat des parties, il a considéré M^{lle} Albertine, qui habite seule, qui seule administre ses affaires et jouit de ses revenus, comme suffisamment émancipée pour avoir pu valablement acheter un harnais, et, en conséquence, il l'a condamnée à le payer, tout en admettant toutefois la demande en garantie formée par elle contre Clément Dusautoy, qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter au procès.

Cuisinières innocentes, gloire de votre sexe et l'espoir de nos fourneaux, et vous aussi, qui n'êtes rien de tout cela; quand la retraite ou la fermeture du Luxembourg viendront mettre un terme à vos poétiques causeries avec ces jeunes guerriers que leurs propos incisifs et le jeu négligent de leur badine rendent si séduisants, rentrez chez vous, cherchez de nouvelles joies dans les charmes du souvenir; rêvez aux doux instans qui viennent de s'écouler pour vous, mais n'allez point dans les bals chercher de nouveaux plaisirs; fuyez les bals de Montrouge et surtout celui du Mont-Blanc, si vous ne voulez point, comme Clémentine, y perdre le repos et le bonheur.

Si vous eussiez assisté aujourd'hui, à la police correctionnelle, vous auriez vu cette infortunée cuisinière, accuser l'homme qui a causé son malheur et sa ruine; elle avait 800 francs, la pauvre, lorsqu'elle rencontra Jean-Joseph Scavon au bal du Mont-Blanc; il l'invita à danser, elle accepta, et, que vous dirai-je?... la chaîne des dames l'enlaça...

Peu de temps après, les parens de Clémentine recevaient cette lettre :

J'ai l'honneur de vous écrire pour vous témoigner tous mes repentirs et mes regrets et pour implorer votre pardon, car je suis bien malheureux; j'aime, à la folie, mademoiselle Clémentine votre estimable fille, je l'aime plus que ma vie, je n'ai jamais aimé d'autre personne qu'elle qui est si bonne et sage; moi je vais vous apprendre qu'elle se trouve dans une position très intéressante, mais je ne vie que pour elle et je ne l'abandonnerai jamais, car elle m'est plus cher que ma vie et je puis vous jurer que je n'abandonnerai pas notre enfant. Je suis le plus malheureux des hommes, car mon père a fait mon malheur en m'unissant à une femme que je n'ai jamais aimée, je fus horriblement trompé et j'ai abandonné cette femme maudite pour ne plus vivre que pour Clémentine seule que j'aime en ce monde, tandis que l'autre m'a trompé, sous tous les rapports. Or s'y vous saviez combien et grande mon amitié pour votre bonne Clémentine; s'y vous saviez combien l'on et malheureux d'aimer comme nous nous aimons, vous diriez: quelle malheur de s'aimer d'un amour aussi grand et ne pouvant s'unir par la loi. Pardonnez la faiblesse...

En apprenant que l'homme qui lui avait promis le mariage était uni à une autre, la tendresse de Clémentine se change en fureur; elle va trouver Scavon et ne rencontre que sa femme qui, apprenant ce dont il s'agit, administre à Clémentine une forte correction.

Clémentine alors de porter plainte en escroquerie contre Scavon qui, au moyen de promesses de mariage, lui a mangé toutes ses économies s'élevant, ainsi que nous l'avons dit, à 800 fr.

Le Tribunal condamne Scavon à trois mois de prison et 600 fr. de dommages-intérêts.

Tout-à-coup des cris épouvantables partent de l'auditoire: c'est la femme de Scavon qui se répand en imprécations. « C'est injuste, vous n'êtes pas des juges! c'est une horreur! Trois mois de prison; qui est-ce qui nourrit mes enfans? » Un tumulte épouvantable s'ensuit, l'audience est interrompue, et la femme, qui hurle en se débattant dans les bras des gardes, est entraînée à grand-peine hors de la salle; ses cris parviennent encore de loin jusqu'à l'audience.

Le 4 juin dernier, les sieurs Joseph Poiré, 16 bis, rue Tirechappe, et Georges Strohl, 4, rue des Fontaines-du-Temple, distribuèrent des imprimés à Neuilly. Arrivés dans la rue du Pont, Poiré entra dans un cabaret et demanda un demi-litre, en attendant son camarade qui continuait son commerce. Dans ce moment, deux habitants du pays, les sieurs Gyé-Caillet et Joly causaient devant le comptoir, et se félicitaient du vote de la loi électorale; Poiré les interpelle en les traitant de maladroits, de Jean f....., d'ânes, d'imbéciles, etc., qui soutenaient les modérés, ajoutant que le plus petit montagnard valait mieux que tous les gueux de la droite. Stupéfaits de ces apostrophes grossières, les deux consommateurs paisibles demandent à Poiré ce qu'il fait de la propagande; celui-ci leur répond qu'il est rouge et qu'il s'en fait gloire. Une querelle assez violente s'ensuit.

Au bruit de la querelle, le maréchal-des-logis de la gendarmerie, qui passait par là, entre, s'informe de ce qui arrive, et Strohl entrant en ce moment, le maréchal-des-logis arrête nos deux propagandistes, qui sont aujourd'hui traduits devant la police correctionnelle, sous prévention de colportage d'imprimés.

Les deux inculpés prétendent qu'ils sont courtiers en librairie et non colporteurs, et à l'appui de cette assertion, ils font entendre le témoignage de M. Ch. Joubert, éditeur de librairie, qui déclare que Strohl et Poiré sont ses employés, chargés de placer les ouvrages qu'il édite.

M. Malapert présente la défense des prévenus, mais le Tribunal, sur les réquisitions de M. le substitut Dupré-Lassalle, a condamné comme colporteurs sans autorisation, Poiré à un mois de prison et Strohl à quinze jours de la même peine, et tous deux solidairement aux dépens.

Nous avons plusieurs fois mentionné les vols que commettait avec autant d'habileté que d'audace une prétendue dame de charité qui réussissait à inspirer la confiance à ses dupes, en se présentant comme une bienfaitrice aux pauvres, et à celles dans une position plus aisée comme revêtue d'une sorte de caractère officiel, pour les provoquer à s'associer à des œuvres de bienfaisance.

Cette femme, qui avait toujours échappé aux recherches dont elle était l'objet de la part de la police, a été enfin arrêtée hier en flagrant délit. Le relevé des sommières judiciaires constate qu'elle a été condamnée déjà une première fois en 1833, à deux années d'emprisonnement et cinq ans de surveillance, une seconde fois, le 17 août 1839, quinze mois de prison et cinq années de surveillance; enfin, en dernier lieu, le 8 juillet 1841, à cinq années d'emprisonnement et cinq ans de surveillance.

Ses véritables noms sont Augustine-Louise Caron, mais elle a porté successivement ceux de femme Bertin, femme Auguste, femme Emery, femme Pétaux. Elle est aujourd'hui âgée de cinquante ans, et logeait à la Glacière. Elle a exercé tour à tour les professions de danseuse à Lyon, dont elle est originaire, de tireuse de cartes, marchande de savon à détacher, marchande d'eau de Cologne et de médicaments, etc.

Nous ne répéterons pas dans quelles circonstances et à l'aide de quels moyens elle commettait ses vols, dont étaient plus particulièrement victimes des femmes âgées et des vieillards qu'elle accostait dans les églises, sur les promenades, au Marché-aux-Fleurs, etc. Nous ne citerons pas le nom de toutes ces dupes (le nombre dépasse deux cents), mais nous en indiquerons cependant quel-

ques-unes, pour prévenir, en indiquant par leurs professions et la nature des objets volés, le retour possible de semblables faits, car, on le sait, le vol par imitation est un de ceux qui se produisent le plus fréquemment.

Au sieur Stocquet, ancien ciseleur, marché St-Catherine, la femme Caron dérobe 80 fr., en lui promettant les secours de personnes charitables, et demandant à visiter sa commode pour pouvoir parler en connaissance de cause de son contenu;

Elle vole de même au sieur Gromann, commissionnaire, rue Caumartin, 49, une timbale d'argent, un couvert et une montre;

A la veuve Lardet, à Bagnaux, une montre, une tabatière d'argent, et 25 fr.;

A la veuve Surgé, gardienne d'enfants, rue Moreau, 33, du linge, des effets, et 2 fr. 50 c.;

A la demoiselle Lecomte, rue des Augustins, 31, à la demoiselle Merlin, marché St-Honoré, 9, de petites sommes et quelques effets;

A la veuve Baillet, mendiant de l'église St-Merry, logée rue St-Martin, une centaine de francs.

A M^{lle} Laverdet, rue de la Chaise, 6; à la demoiselle Maugeon, rue d'Assolvi, de minimes sommes d'argent; à la veuve Maury, journalière, rue Montmartre, 60, 80 fr., dans une bourse à coulans d'argent; à M^{lle} veuve Deuchon, rue Saint-Quentin, 22, 100 fr.; à la veuve Clément, rue des Epinettes, boulevard du Montparnasse, 26, une tabatière d'argent doublée d'or et 5 fr.; à la veuve

ve Larminat, rue de Vaugirard, 108, 20 fr.; à la demoiselle Callot, ouvrière en dentelles, rue Poliveau, 21, trente-huit mètres de point de Valenciennes, dix-sept mètres d'Angleterre, 4 de point d'Ancône; à la veuve Lagrange, rue du Pourtour-Saint-Gervais, 9, 42 fr., une montre d'or, etc.; à M^{lle} veuve Corvais, rentière, rue Fontaine-Saint-Georges, 9, 300 fr., une montre d'or et des bijoux; à M^{lle} veuve Baptiste, rue Neuve-Saint-François, 5, 200 fr., une montre d'or; des bagues, un crucifix d'or, etc.; à la veuve Mansart, rue St-Ambroise, n. 18, 200 fr.; à M^{lle} Viron, rue des Champs-Élysées, 4, 7,200 francs en billet de banque, or et argent; à la veuve Delahaye, gardienne de la chapelle du cimetière de l'Est, 150 fr. et une montre d'or, etc., etc.

On a saisi au domicile de la femme Caron de nombreuses pièces de conviction, un livret de caisse d'épargne et quelque argent. Le tout a été mis sous scellé et envoyé au greffe.

— Avant-hier avait lieu au cimetière du Montparnasse l'inhumation du sieur Roybin, vieillard de quatre-vingts ans, ex-président des clubs démocratiques de la commune de Montrouge. Plus de cinq cents personnes accompagnaient le convoi, et lorsqu'elles furent réunies autour de la fosse, le sieur Constant, restaurateur renommé de la barrière de Montparnasse prononça un discours qui fut accueilli par les cris de: « Vive la République démocratique et sociale! » Ce fut le signal du désordre, divers

orateurs voulurent parler à leur tour, et les assistants oubliant la modération, le respect qu'on devrait toujours avoir pour l'asile des morts, redoublèrent leurs clameurs à tel point que M. Quatremer, commissaire de police, assisté d'agents de la préfecture de police, se vit dans la nécessité de faire arrêter deux des perturbateurs, qui ont été envoyés à la préfecture de police.

Aujourd'hui, fête à Ville-d'Avray; grandes eaux de jour et de nuit à Saint-Cloud; décoration en fleurs et illumination des cascades. Service spécial au chemin de fer, rue St-Lazare, 124. Les galeries du Musée de Versailles seront ouvertes jusqu'à 4 heures. — Chevaux et voitures pour promenades dans la forêt de St-Germain.

Bourse de Paris du 22 Juin 1850.

AU COMPTANT.			AU COMPTANT.		
Hier.	Auj.	Diff.	Hier.	Auj.	Diff.
St-Germain... 370	—	—	Orléans à Vierz. 340	—	—
Versailles, r. d. 153	—	—	Boul. à Amiens. —	—	—
r. g. 135	—	—	Orléans à Bord. 387	50	—
Paris à Orléans. 735	—	—	Chemin du N. 447	50	448 25
Paris à Rouen. 558	75	557 50	Paris à Strasbg. 328	75	328 75
Rouen au Havre 222	30	—	Tours à Nantes. 215	—	217 50
Mars. à Avign. 173	75	—	Mont. à Troyes. —	—	90
Strasbg. à Bâle. 106	25	108 75	Dieppe à Féc. —	—	—

AU COMPTANT.

5 0/0 j. 22 sept.	93 65	Zinc Vieille-Montag. 2875	
4 1/2 0/0 j. 22 sept.	—	Naples 5 0/0 c. Roth. —	
4 0/0 j. 22 sept.	73	5 0/0 de l'Etat rom. —	
3 0/0 j. 22 sept.	56 30	Espag. 3 0/0 dette ext. 77 1/4	
5 0/0 (empr. 1848.	—	—	38 1/2
Bons du Trésor.	—	—	33 1/4
Act. de la Banque.	2220	Belgique. E. 1834 int. —	
Rente de la Ville.	—	—	1840. 99 1/4
Obligat. de la Ville. 1300	—	—	Bq. 1833. 99 1/4
Obl. Empr. 25 mill. 1160	—	—	Emprunt d'Haiti. —
Oblig. de la Seine. 1070	—	—	Piémont, 5 0/0 1849. 85 50
Caisse hypothécaire.	—	—	Oblig. anc. —
Quatre Canaux. 1075	—	—	Oblig. nouv. —
Jouiss. Quatre Can.	—	—	Lots d'Autric. 1834. —

CHATEAU DES FLEURS. — Aujourd'hui dimanche, à huit heures et demie du soir, grande fête musicale, concert dans lequel on entendra MM. Darcier, Neuville, Gozora, M^{lle} Moisson, de l'Opéra; M^{lle} Allard-Blin, qui vient d'obtenir un éclatant succès à Lyon, fera sa rentrée par deux chansons nouvelles. Un brillant feu d'artifice, des fleurs lumineuses et des flammes du Bengale compléteront cette charmante soirée.

— CHATEAU D'ASNIÈRE. — Aujourd'hui dimanche, 23 juin, grand festival auquel tout Paris élégant assistera. L'orchestre, composé de 60 musiciens, sera dirigé par Denault. Illuminations par Pied. La soirée sera terminée par un brillant feu d'artifice de Ruggieri. — Prix : 2 fr.

AVIS IMPORTANT.

Les Insertions légales, les Annonces de MM. les Officiers ministériels et celles des Administrations publiques, doivent être adressées directement au bureau du journal.

Le prix de la ligne est de 1 fr. 50 c.

Ventes immobilières.

AUDIENGE DES CRIÉES.

Paris — MAISON RUE D'ISLY.
Etude de M^e MIGEON, avoué à Paris, rue des Bons-Enfants, 21.
Vente en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, deux heures de relevée, le jeudi 11 juillet 1850.
D'une MAISON, cour et dépendances, sise à Paris, rue d'Isly, 5.
Produit brut susceptible d'augmentation : 11,830 fr.
Mise à prix : 100,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e MIGEON, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie du cahier des charges, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, 21;
2^o A M^e Boussin, avoué présent à la vente, demeurant à Paris, rue Hauteville, 30;
3^o A M^e Guyard, curateur au désempement de ladite maison, demeurant à Paris, boulevard des Filles-du-Calvaire, 10. (3284)

Paris — MAISON RUE BLEUE.
Vente au Palais-de-Justice, à Paris, le mercredi 10 juillet 1850.
D'une MAISON sise à Paris, rue Bleue, 26. — Mise à prix : 100,000 fr. — Produit brut, environ 10,200 fr.
S'adresser à : M^e René GUÉRIN, avoué poursuivant, rue d'Alger, 9; à M^e Jooss, Droméry et Touchard, aussi avoués à Paris. (3302)

Paris — MAISON RUE MONTESQUIEU
Etude de M^e KIEFFER, avoué à Paris, rue Christine, 3.
Adjudication sur licitation entre majeurs et mineurs, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 13 juillet 1850.
D'une MAISON sise à Paris, rue Montesquieu, 4.
Produit brut, environ 17,300 fr.
Nota. A partir du 1^{er} janvier 1851, ce produit sera augmenté d'environ 800 fr.

Mise à prix : 160,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e KIEFFER, avoué poursuivant, dépositaire du cahier des charges et des titres de propriété, rue Christine, 3;
2^o A M^e Piet, notaire à Paris, rue Thérèse, 5;
3^o A M^e Jausaud, notaire à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 61;
4^o Et sur les lieux, pour les visiter. (3289)

Paris — MAISON PLACE DU LOUVRE.
Etude de M^e DROMERY, avoué à Paris, rue de Mulhouse, 9.
Vente sur baisse de mise à prix, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 29 juin 1850.
D'une MAISON et dépendances, sises à Paris, place du Louvre, 16.
Produit net : 4,983 fr. 76 c.
Mise à prix : 40,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e DROMERY, avoué poursuivant, rue de Mulhouse, 9;
2^o A M^e Levaux, avoué, rue du Bac, 40. (3290)

Paris — MAISON RUE MONTHOLON.
Etude de M^e CALLOU, avoué à Paris, boulevard Saint-Denis, 22 bis.
Vente aux criées du Tribunal civil de la Seine, le mercredi 3 juillet 1850, à deux heures de relevée.
D'une grande et belle MAISON de produit, sise à Paris, rue Montholon, 9 ancien et 13 nouveau.
Produit avant février 1848 : 13,200 francs environ.
Produit au 1^{er} juin 1850 : 9,400 fr.
Mise à prix : 90,000 fr.
S'adresser :
1^o Audit M^e CALLOU, dépositaire d'une copie de l'enchère;
2^o A M^e Giraud, avoué à Paris, place du Louvre, 22;
3^o A M^e Yalbray, avoué à Paris, rue Neuve-St-Augustin, 22;
4^o A M^e Lefebvre de Saint-Maur, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, 43;
5^o A M^e Gènestal, avoué à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 1. (3314)

Paris — MAISON ET TERRAINS.
Etude de M^e Louis PROTAT, avoué, rue de la Banque, 43.
Total des mises à prix : 22,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e GLANDAZ, avoué poursuivant, dépositaire des titres et d'une copie de l'enchère;
2^o A M^e Guyot-Sionnest, avoué présent à la vente, rue de Grammont, 14;
3^o A M^e Migeon, avoué présent à la vente, rue des Bons-Enfants, 21;
4^o Et à M^e Dumas, notaire, boulevard Bonne-Nouvelle, 8. (3312)

Paris — CLOS DU MARAIS, VILLETTE.
Etude de M^e DEQUEVAUVILLER, avoué à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 8.
Vente par suite de surenchère du sixième, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance de la Seine, le jeudi 27 juin 1850.
Du CLOS dit du Marais, situé à la Villette, rue de Flandres, 105.

Sur la mise à prix de 14,642 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e DEQUEVAUVILLER, avoué poursuivant, à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 8;
2^o A M^e Godard, avoué à Paris, boulevard St-Denis, 28;
3^o A M^e Glandaz, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87. (3310)

Paris — TERRAINS PROPRES A BATIR A PASSY, NEUILLY, ETC.
Etude de M^e GLANDAZ, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87.
Vente sur conversion, en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, le samedi 13 juillet 1850.
De TERRAINS propres à bâtir, situés sur les communes de Neuilly et Passy (Seine), formant les huit derniers lots de l'enchère.

Lots.	Contenances.	Mises à prix.
7 ^o	1,389 mètres 21 cent.	1,500 fr.
8 ^o	1,961	2,000
9 ^o	2,092	2,250
10 ^o	1,903	2,200
11 ^o	2,089	2,250
12 ^o	2,134	2,250
13 ^o	2,024	2,250
14 ^o	8,106	7,500

Total des mises à prix : 22,000 fr.
S'adresser pour les renseignements :
1^o A M^e GLANDAZ, avoué poursuivant, dépositaire des titres et d'une copie de l'enchère;
2^o A M^e Guyot-Sionnest, avoué présent à la vente, rue de Grammont, 14;
3^o A M^e Migeon, avoué présent à la vente, rue des Bons-Enfants, 21;
4^o Et à M^e Dumas, notaire, boulevard Bonne-Nouvelle, 8. (3312)

Paris — MAISON ET TERRAINS.
Etude de M^e Louis PROTAT, avoué, rue de la Banque, 43.
Vente sur licitation entre majeurs et mineurs, en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, deux heures de relevée, le mercredi 3 juillet 1850, en cinq lots, dont les quatre derniers pourront être réunis :
1^{er} lot. MAISON à Paris, rue de la Roquette, 86 bis;
2^o lot. BATIMENS et TERRAIN à Paris, rue du Chemin-Vert, 8, d'une contenance de 898 mètres 30 cent.;
3^o lot. TERRAIN au même lieu, d'une contenance de 915 mètres 84 cent.;
4^o lot. TERRAIN au même lieu, d'une contenance de 922 mètres 20 cent.;
5^o lot. TERRAIN au même lieu, d'une contenance de 853 m² res, 90 centimètres.

Mises à prix :
Premier lot : 21,000 fr.
Deuxième lot : 20,000 fr.
Troisième lot : 18,500 fr.
Quatrième lot : 18,500 fr.
Cinquième lot : 16,500 fr.

Total des mises à prix : 94,500 fr.
S'adresser à M^e Louis PROTAT, avoué poursuivant; à M^e Moulin, Belland et Kieffer, avoués colicitants; et à M^e Vietville, Adolphe et Beaufeu, notaires. (3313)

SOCIÉTÉ DU GAZ SÉQUIN.

MM. les actionnaires de la société du Gaz Séquin, dite Séquin et C^o, formée par acte devant Merlan, notaire à Paris, des 16 et 17 avril 1846, sont convoqués en assemblée générale extraordinaire par le comité de surveillance, le samedi 6 juillet 1850, à midi, au siège social, rue La Fayette, 35, pour délibérer sur la dissolution de la société, sur sa liquidation et le choix du liquidateur.
Pour le comité, DE JOUFFROY. (4022)

PASSAGE de l'Opéra. Chapeaux de soie hygiéniques garantis contre la transpiration par un nouveau procédé; 43 fr.; mécan. 45 fr. (3957)

PAONS. Cygnes bl. et noirs, canards de Barbarie blancs, blancs, poules russes et de Cochinchine, à vendre. M. L. ELIE, commis pour l'agriculture, 3, place de l'Ecole. Correspondant à Londres. (3926)

EAUX-BONNES (B.-Pyr.) contre les maladies de poitrine, du larynx et de la peau. Le nombre des logemens a été augmenté, les prix réduits à portée de tout le monde. Boisson à la source, 10 f. pour la saison; expéditions : la bout. 70 c., 1/2 60, 1/4 50 c. Embal. Dépôt à Paris, r. Grenelle-St-Honoré, 44. La bout. 1 f. 25; la 1/2 1 f.; 1/4 75 c. Pastilles d'Eaux-Bonnes 1 f. 25. A ce dév. toutes les eaux minérales naturelles. (3993)

ST-ALBAN (Loire). ÉTABLISSEMENT THERMAL. L'inventeur plusieurs genres d'ouvrages, bijoux, chiffres dans leur état naturel, ni mouillés ni gâtés. Fabrication de toutes les perfectionnées par les moyens mécaniques, 43, rue du Coq-St-Honoré. (4004)

MAUX D'YEUX. La pomade de la veuve FARNIER est le remède le plus efficace et le seul régulièrement autorisé par décret impérial (1807) Dépôt à Paris, à la pharm-

cie, 7, rue de Lafeuillade, vis-à-vis la Banque de France, et à la pharmacie, 36, place de la Croix-Rouge. (3928)

FLUIDE GUELAUD RUE DE LA GRANDE-TRUANDERIE, 6.
Encouragé par le succès immense qu'obtient le FLUIDE dit de GÉORGIE, pour la conservation et la cure des cheveux, P. GUELAUD a perfectionné les articles suivants et leur a donné son nom :
EAU DE COLOGNE supérieure,
VINAIGRE PERFECTIONNÉ, POUDDRE DENTIFRICE, SAVON adoucissant.
Le nom d'un fabricant aussi connu est une garantie certaine pour le public. (3940)

SIROP D'ANTI-CONVULSIF de Dalabarre.
Frictions sur les genives des enfants facilitant la sortie des dents. 14, r. de la Paix. Anc. ph. Bérard. (3968)

CORS œils de perdrix, oignons, durillons, sont guéris en peu de jours sans douleurs avec le topiq. Saissac. Fait tomb. la rac. R. St-Honoré, 271 (3975)

FR. Purgatif BARÉ, gros comme une lentille. Fg St-Denis, 9. Injection Saffroy, 3 f., R. St-Denis, 9. (3969)

RHUMATISMES, PARALYSIE, FAIBLESSE MUSCULAIRE, guéris par le baume de Muscade, appr. et autor. Bugeaud, ph., r. du Cherche-Midi, 5. Pl. 10 et 5 fr. (3953)

GUÉRISON DES PLAIES ACCÈS, TUMEURS, ETC. VÉRITABLE ONGUENT CANET-GHARD. (Vendu autrefois par M. Chrétien, Md de soies, rue St-Denis). — Pharmacie, 28, r. des Lombards. (4005)

LA CONSTIPATION détruite sans lavement, par un moyen naturel, approuvé par les plus célèbres médecins; 2^e édition. Prix : 75 c. et 1 fr. par la poste. Ecrite franco à la maison Warton, rue Richelieu, 68, à Paris. (3924)

NOUVELLE INJECTION SAMPO. 4 fr. Infaillible ble Guér. en 3 jours, sc. copahu, mal. anc. Ph. r. Rambuteau, 40, et chez tous les ph. Exp. (3944)

GUÉRISON DES MALADIES SECRETES. La véritable essence de SALSE PAREILLE de MUSET et les injections infaillibles (form^e Luppé) se trouvent, avec les instr., r. Rambuteau, 43. (4017)

DURAND, Libraire, 2, rue des Grès, 5. **DICTIONNAIRE GÉNÉRAL** 2 VOL. in-8°. Prix : 14 fr.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ ET CONVENTIONS VERBALES
EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE, LÉGISLATION, DOCTRINE ET JURISPRUDENCE
FORMULES, TITRES ET ENREGISTREMENT pour tous les actes sous seing privé.
PAR M. FRÉMY-LIGNEVILLE, avocat à la Cour d'appel de Paris, auteur du TRAITÉ DE LA LÉGISLATION CIVILE ET ADMINISTRATIVE DES BATIMENS ET CONSTRUCTIONS. (4024)

DÉPURATIF DU SANG.
Le SIROP CONCENTRÉ DE SALSEPAREILLE COMPOSÉ, préparé par QUÉRY aîné, pharmacien à Lyon, est employé avec un succès constant pour la guérison aussi prompte que ra-

dicale des maladies dites secrètes, des dartres et autres maladies de la peau, de la goutte, des rhumatismes, et toutes acretés ou vices du sang. (Voir l'instruction.) Prix du sirop : la grande bouteille, 10 fr.; la demi-bouteille, 5 fr. — Dépôt à Paris, pharmacie HERBET, galerie Véro-Pondat, 2; dans toutes les villes de France et de l'étranger. (4023)

ODONTINE
ÉLIXIR ODONTALGIQUE
Ces dentifrices blanchissent les dents sans les altérer, et donnent à la bouche une fraîcheur très-agréable.
L'instruction qui les accompagne fait connaître leurs titres à la confiance du public.
Dépôt chez FAGUER, parf., rue Richelieu, 93, et dans toutes les villes.
POUR LES DEMANDES EN GROS, RUE JACOB, 19, A PARIS.

EXP. GLYSO-POMPES
1849. Perfectionnée et connue avec les succès les plus mérités, cette pompe est le plus simple et le plus commode pour lavemens et injections. (Médaille d'argent.) N'ajoutez foi qu'aux Glyso-Pommes du nom et accompagnées de la notice explicative d'Adrien PÉVIL, inv. r. de Valenciennes, 19. — J'op. chez les pharmaciens. Expéd. contre remboursements.

à 5 centimes la bouteille.
Rue St-Honoré 238 (400) moins 20, au premier étage.
POUDRE D'ÉPILÉ
D. FÈVRE position garantie par l'État. Cette poudre nationale, qui en font usage habituel, 19 ans de succès (tête rasée) pour SAVY, LIMONARD, GAZEUSE, VIN DE CHAMPAGNE.
2^o bouteille, 1 fr. — 3^o bouteille, 1 fr. 50 c.
Limonard gazéuse chimisée, 20 bouteilles, 1 fr. 50 c.
N^o 50 centimes. — Serré-bouchon et étoupeur, 60 c.
Dépôt de tous les APPAREILS à Eau de Seitz, et poudre y préparée. (4019)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1850, dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Ventes mobilières
VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE
Etude de M^e REGNAULT, huissier, rue Louvois, 8.
En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, place de la Bourse, 2.
Le 24 juin 1850.
Consistant en tables, chaises, guéridon, glace, etc. Au comptant. (3309)
Etude de M^e JACQUIN, huissier, rue des Bons-Enfants, 29.
En une maison sise à Paris, rue de la Banque, 13.
Le 25 juin 1850.
Consistant en chaises, tables, commodes, etc. Au comptant. (3315)
Etude de M^e ACARD, huissier, rue Richelieu, 85.
En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, place de la Bourse, 2.
Le lundi 24 juin 1850.
Consistant en comptoir, banquettes, chaises, canapé, etc. Au comptant.

SOCIÉTÉS.
Cabinet de M. DUTREIH, ancien principal clerc de notaire, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 59.
D'une délibération d'assemblée générale des actionnaires de la société de vidange des propriétés unies, dite Victor LEBARS et C^o, tenue au siège social, à Paris, cité Trévise, 10, le quinze juin mil huit cent cinquante, enregistré.
L'appart :
1^o Que ladite société, formée par acte devant Faiseau Lavanne, notaire à Paris, des huit et trente et un mars,

vingt-cinq et vingt-huit juin mil huit cent quarante-sept, enregistré et publié, a été déclarée dissoute à partir du quinze juin mil huit cent cinquante.
2^o Et que M. Debacq, ancien notaire, demeurant à Paris, rue des Petites-Benches, 6, et M. Dutreih, ancien principal clerc de notaire à Paris, et demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, 59, ont été nommés liquidateurs de la société, avec les pouvoirs les plus étendus pour agir conjointement en cette qualité.
Pour extrait :
DUTREIH. (1851)
Suivant acte sous seing privé, en date à Paris du huit juin mil huit cent cinquante, enregistré, il a été formé une société en nom collectif entre :
1^o M. Louis Laurent VARIN, fabricant de passementerie en caoutchouc, et Mme Elisa-Marguerite de SAINT-GILLES, son épouse, demeurant ensemble, à Paris, rue Rambuteau, 59, d'une part.
2^o M. Edouard JACMART, commis négociant, demeurant à Paris, rue Montmartre, 139, d'autre part.
Pour l'exploitation, rue des Amandiers-Popincourt, 19, et rue Hambro, 59, de la fabrication et la vente de la passementerie en caoutchouc.
Sous la raison sociale VARIN et JACMART.
La signature sociale appartiendra à M. Varin et Jacmart.
La durée de la société a été fixée à une année, qui commencera à courir le huit juin mil huit cent cinquante.
Le fonds social est fixé à vingt mille francs.
Pour faire publier ledit acte, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait.
Pour extrait. (1852)

TRIBUNAL DE COMMERCE.
D'un acte sous seing privé, en date du dix juin mil huit cent cinquante, enregistré en ladite ville le vingt-un dudit, folio 180, recto, case 5, par bar-mengaud qui a reçu cinq francs cinquante.
M. Thomas LÉGRAS aîné, propriétaire, demeurant boulevard Montparnasse.
M. Henri LÉGLUSE, demeurant rue de la Santé, 61.
Et une troisième personne dénommée audit acte, comme commanditaire.
Résultat :
1^o Qu'une société de commerce est formée entre les personnes ci-dessus désignées;
2^o Que sa durée sera de six années, qui commenceront à courir le trente septembre prochain et finiront à pareil jour en mil huit cent cinquante-six;
3^o Qu'elle a pour objet de prendre la suite des affaires de M. Achermann, négociant en pelletteries et fabricant de papiers pour la chapellerie, rue de la Santé, 65, qui de l'Observatoire;
4^o Que la raison de commerce sera LÉGRAS aîné, H. LÉGLUSE et C^o.
5^o Que le capital social sera de deux cent mille francs, dont cinquante mille francs seront fournis par M. Légras aîné, cinquante mille francs par M. Henri LÉGLUSE et cent mille francs par le commanditaire;
6^o Que M. Légras aîné et Henri LÉGLUSE ont l'un et l'autre la signature sociale, et gèreront en commun.
Paris, le dix-huit juin mil huit cent cinquante.
LÉGLUSE. (1852)

AVIS.
Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Faillites.
—
DÉCLARATIONS DE FAILLITES.
Jugements du 21 Juin 1850, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture audit jour :
De la société BARRELLIER, NIARD et C^o, négociants, boul. Beaumarchais, 42, nomme M. Lebel juge-commissaire, et M. Sergent, rue Bossini, 10, syndic provisoire (N^o 5314 du gr.);
Des sieurs MONFOURNY frères, négociants, rue du Sentier, 32, nomme M. George juge-commissaire, et M. Rastoin de Brémont, boul. Poissonnière, 12, syndic provisoire (N^o 5315 du gr.);
Du sieur LASNE aîné (Nicolas-Charles), né en denrées coloniales, rue de Paradis-au-Maraix, 10, nomme M. Verney juge-commissaire, et M. Rastoin de Brémont, boul. Poissonnière, 12, syndic provisoire (N^o 5316 du gr.);
Du sieur LEMAIRE (Théophile-Augustin), jardinier-horticulteur, rue et impasse de la Santé, 19, nomme M. Lucy Sédillot juge-commissaire, et M. Huot, rue Cadet, 4, syndic provisoire (N^o 5317 du gr.);
De dame veuve SERVILLE (Elisabeth Vassal, veuve de Pierre-Louis), limonadière, à Passy, rue de la Montagne, 6, nomme M. Lucy-Sédillot ju-

ge-commissaire, et M. Sannier, rue Richer, 26, syndic provisoire (N^o 5319 du gr.);
Du sieur FORTIN (Louis-Prosper), épicer, à Belleville, Grande Rue, 35, nomme M. Forget juge-commissaire, et M. Millet, rue Mazagran, 3, syndic provisoire (N^o 5320 du gr.);
Du sieur POUSSIER (Jacques), md de vins, rue de la Tour-d'Auvergne, 3, nomme M. Girard juge-commissaire, et M. Koechel, rue de l'Arbre-Sec, 54, syndic provisoire (N^o 5321 du gr.);
Du sieur LAVOPIÈRE (Charles-François), anc. boulanger, rue Popincourt, 57, nomme M. Girard juge-commissaire, et M. Thiebaut, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 5322 du gr.);
Du sieur JULIOT dit LAMANT (Amand-V